



PREMIER MINISTRE



Mai 2010

# Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation : entre succès et remise en cause

Rémi Lallement  
*Département des Affaires économiques et financières*

Document de travail

*Ce document de travail  
n'engage pas le Centre d'analyse stratégique*



DOCUMENT DE TRAVAIL

**Le régime allemand de croissance  
tirée par l'exportation :  
entre succès et remise en cause**

Rémi Lallement, chargé de mission  
*Département des Affaires économiques et financières*

Mai 2010

**Centre d'analyse stratégique**

18, rue de Martignac – 75700 Paris cedex 07

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

# Table des matières

Résumé.....	5
<b>1. Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation : un modèle à la peine ? .....</b>	<b>7</b>
Une croissance reposant largement sur la demande étrangère.....	7
Une position de choix au sein du commerce mondial .....	9
L'Allemagne, seul grand pays industriel ayant maintenu sa part de marché mondial ...	10
Le maintien de la part relative de l'industrie dans le PIB.....	11
Les performances allemandes à l'exportation : un phénomène illusoire, voire pénalisant ? .....	12
<b>2. Parmi les principaux facteurs explicatifs : la question des coûts et du type de spécialisation.....</b>	<b>16</b>
Le lien avec les questions de compétitivité-coûts (et de compétitivité-prix).....	16
Des liens étroits avec les questions de compétitivité hors-coût et d'innovation .....	22
Une spécialisation renforcée sur des biens à forte valeur ajoutée, d'assez haut de gamme et à contenu technologique élevé.....	23
Une réorientation à la fois sectorielle et géographique, y compris <i>via</i> l'investissement direct à l'étranger (IDE) .....	25
Un déficit chronique dans le domaine du commerce de services.....	28
Autre contribution négative à la balance courante allemande : les transferts courants....	30
Conséquences pour la « soutenabilité » de ce régime fondé largement sur l'exportation .	30
<b>3. Des déséquilibres extérieurs porteurs de tensions accrues avec les autres pays de l'UE .....</b>	<b>31</b>
Solde des paiements courants : une tendance globale à la divergence en Europe.....	31
« Déficit jumeaux » : un lien avec la question du déficit budgétaire .....	35
Un excédent commercial au détriment des autres pays de l'UE ? .....	36
<i>Quid</i> d'un scénario alternatif dans lequel les salaires auraient davantage progressé ? ...	39
L'Allemagne comme pays tirant vers le bas la croissance européenne.....	40
Une politique souvent perçue à l'étranger comme non coopérative.....	41

<b>4. Les perspectives d'évolution concernant l'Allemagne .....</b>	<b>43</b>
Quelles perspectives d'évolution pour le commerce mondial et quelle place pour l'Allemagne ? .....	43
Quel impact des évolutions démographiques sur les comptes extérieurs de l'Allemagne ? .....	44
Les moteurs de la croissance allemande, à moyen terme : une esquisse de scénarios ..	46
<b>5. Quelques orientations de politique économique .....</b>	<b>48</b>
Relancer la consommation des ménages par des augmentations de salaire ou par une politique de redistribution.....	48
Renforcer la demande intérieure par d'autres canaux .....	49
Quelques enseignements pour les pouvoirs publics en France .....	50
<b>Conclusion .....</b>	<b>53</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>55</b>

## Résumé

L'arrivée de la crise économique et financière en Europe en 2008 et, plus encore, le déclenchement de la crise grecque fin 2009 ont révélé le caractère non « soutenable » des déséquilibres extérieurs de plusieurs pays de l'Union européenne, avec une divergence croissante, concernant les paiements courants, entre la plupart des pays du Nord (dont l'Allemagne) et non seulement les pays du Sud, mais aussi les pays d'Europe centrale et orientale, le Royaume Uni et l'Irlande. Dès lors, la question de la pérennité du régime allemand de croissance tirée par l'exportation ne peut s'abstraire de celle de l'avenir d'un mode de développement porteur de fortes asymétries financières entre ces deux groupes de pays UE.

Légitime dans ce contexte, la discussion sur les exportations allemandes se concentre cependant trop sur des explications en termes de coûts de production et de taux de change. Cela conduit à sous-estimer le fait que la compétitivité des produits allemands – singulièrement dans l'industrie – repose très largement sur des facteurs hors-prix (aspects qualitatifs, innovation, etc.) et sur le mode d'insertion de l'économie allemande dans la division internationale du travail, au-delà de la seule Europe.

De ce fait, il serait illusoire d'envisager que le régime de croissance de l'Allemagne se détourne radicalement des échanges extérieurs à brève échéance, compte tenu notamment de leur structure sectorielle et géographique.

Il en découle aussi qu'en Allemagne, ces dernières années, la focalisation sur les facteurs de compétitivité-prix a été excessive et y a conduit *in fine* à ralentir le rythme de progression du PIB.

Il est donc dans l'intérêt même de ce pays de rééquilibrer les moteurs de sa croissance au profit de la demande intérieure. Le vrai débat porte sur la manière d'y parvenir, car les marges de manœuvre sont étroites pour les politiques publiques outre-Rhin, compte tenu notamment du rôle des partenaires sociaux en matière salariale, des tendances de la démographie et des contraintes très lourdes qui pèsent sur les comptes publics.

À son échelle, la coopération franco-allemande peut elle-même contribuer à favoriser cette réorientation, surtout en faisant avancer le dossier de la coordination des politiques économiques et du « gouvernement économique européen ».





À bien des égards, la crise économique et financière apparue en 2007-2008 semble sonner le glas du régime allemand de croissance tirée par l'exportation. Ce régime, parfois qualifié de « modèle » et longtemps donné en exemple à l'étranger, se trouve au centre de nombreuses critiques, dans différents pays de l'Union européenne (UE) et en Allemagne même. A-t-il démérité ? Est-il condamné ou ne s'agit-il que de difficultés passagères ? Faut-il envisager une réorientation durable des moteurs de la croissance allemande en direction de la demande intérieure ? Le cas échéant, faut-il le faire en rééquilibrant le partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires ? Davantage que sur la consommation des ménages, cette réorientation peut-elle et doit-elle porter plutôt sur l'investissement (public ou privé) ?

Telles sont les principales questions que ce document se propose de mettre en perspective, sur la base d'une comparaison internationale et au vu des évolutions observées depuis une ou deux décennies. Il expose tout d'abord les principales particularités de ce régime de croissance tirée par l'exportation, tel qu'il a été pratiqué en Allemagne, surtout depuis une dizaine d'années (section 1). Il analyse ensuite les principales raisons des performances allemandes en matière de commerce extérieur, en soulignant le rôle que jouent trois grandes catégories de facteurs explicatifs, à savoir les facteurs de compétitivité-prix, les décalages conjoncturels en termes de demande interne et, enfin, les éléments tenant au type de spécialisation et au mode d'insertion dans la division internationale du travail (section 2). Il en déduit que les performances allemandes en matière de commerce extérieur vont de pair avec des déséquilibres extérieurs plutôt croissants ces dernières années et porteurs de tensions accrues avec les autres pays de l'UE, comme l'actuelle crise grecque l'a bien montré (section 3).

Enfin, après avoir montré que le retour au *statu quo ante* n'est guère pensable, il s'interroge sur les perspectives d'évolution à terme, compte tenu de la nécessité de réduire les déséquilibres extérieurs au sein de l'UE comme vis-à-vis du reste du monde, et envisage les conséquences qui en découlent pour les politiques publiques (section 4).

## 1. Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation: un modèle à la peine ?

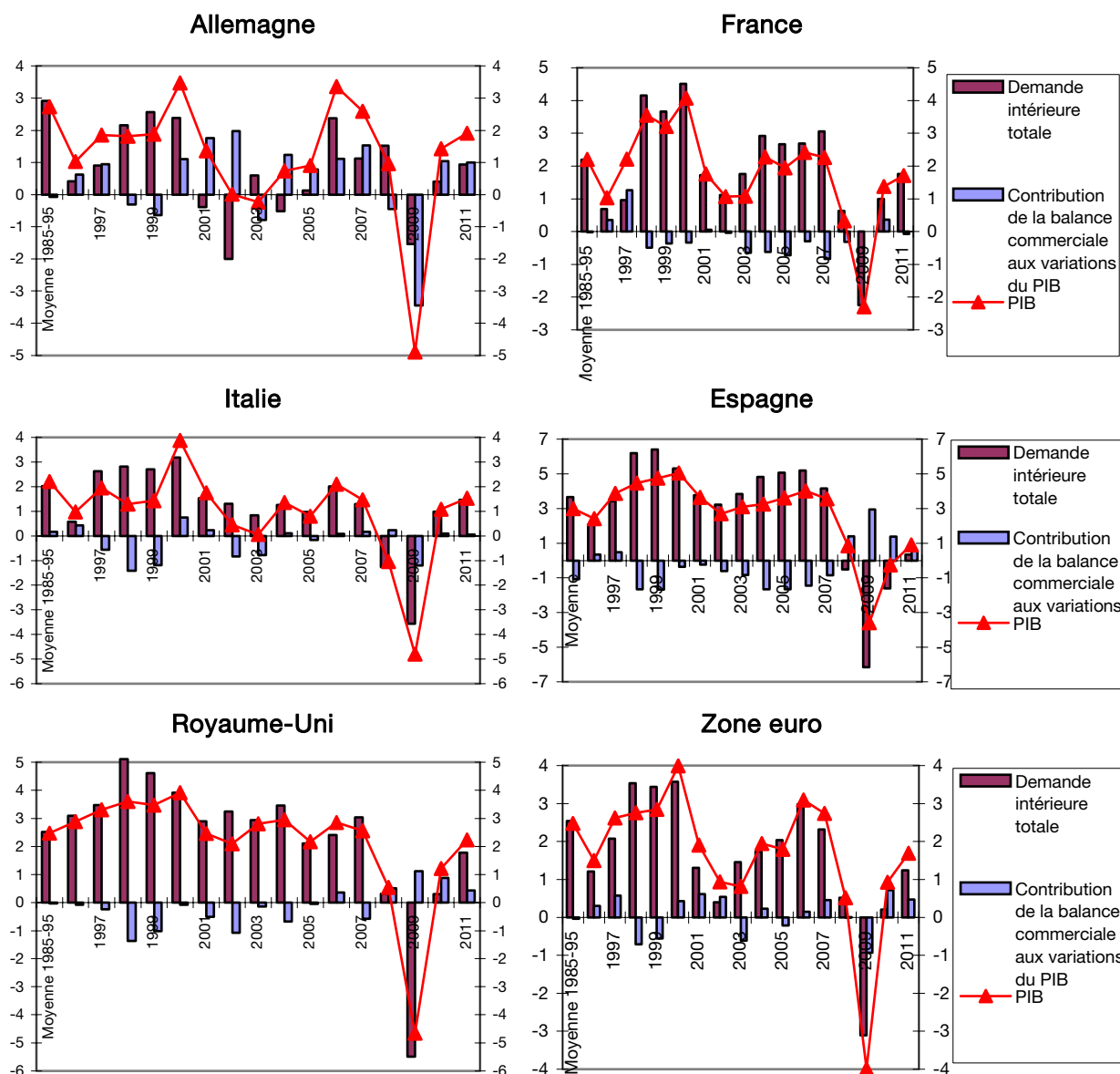
Depuis une dizaine d'années, l'économie allemande se trouve dans un régime de croissance dont l'une des particularités principales est de reposer en grande partie sur l'exportation et une autre, qui lui est liée, est de promouvoir le développement industriel. Les avantages et inconvénients de ce régime ressortent plus clairement que jamais, depuis l'entrée dans la crise économique et financière, en 2008. Ce « modèle » de croissance est-il pour autant devenu caduc ?

### Une croissance reposant largement sur la demande étrangère

Le commerce extérieur, considéré habituellement comme le principal point fort du modèle de croissance en Allemagne, en est devenu le talon d'Achille au moment de l'entrée dans la dernière phase de récession, en 2008. Ainsi, le commerce extérieur a contribué très négati-

vement à la croissance de l'Allemagne tant en 2009 qu'en 2008. En tout cas, l'Allemagne se distingue nettement des autres principaux pays<sup>1</sup> de l'UE et notamment de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne, où le moteur de la croissance a bien davantage reposé sur la demande intérieure, depuis le début des années 2000 (graphique n° 1).

**Graphique n° 1 : Les contributions aux variations du PIB sur la période 1985-95 puis de 1996 à 2011 (variation annuelle en %)**



Source : graphiques du CAS, d'après les données et prévisions de l'OCDE (OCDE, 2009a)

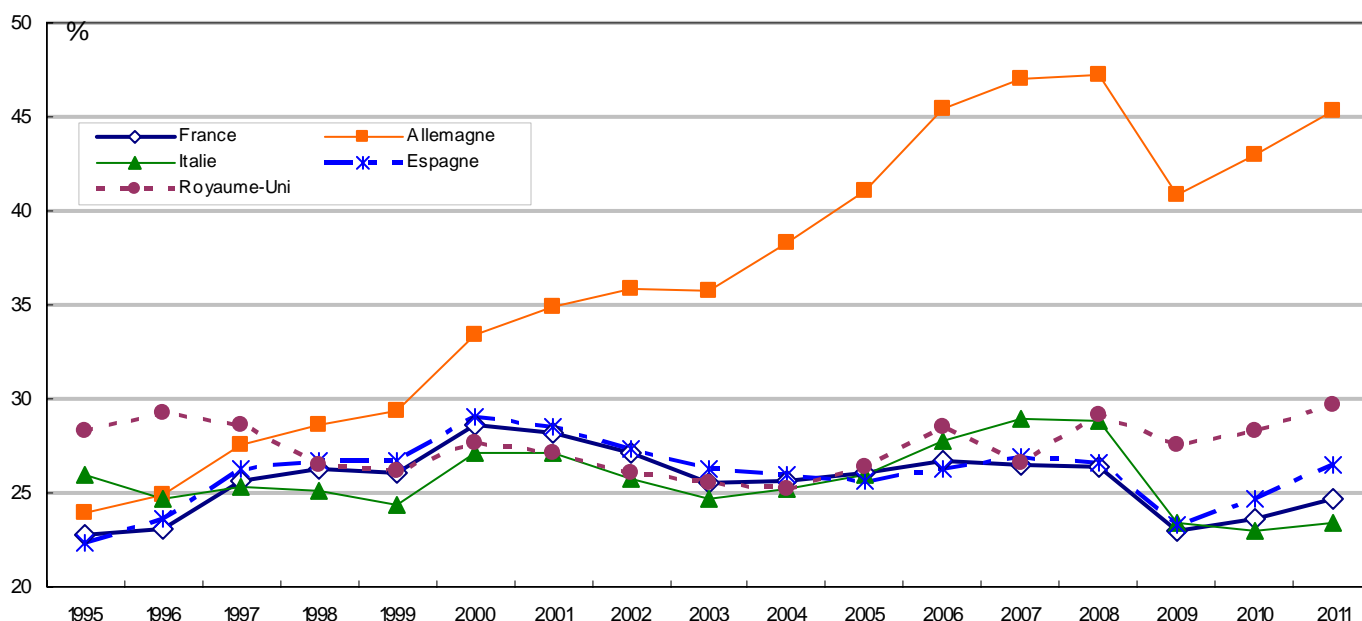
<sup>1</sup> Au sein des pays du G7, seul le Japon a été sur ce plan dans la même situation que l'Allemagne (SVR, 2009b).

Sur la période 2000-2008, le taux de croissance moyen de la demande intérieure allemande a été inférieur de 1,8 point à celui de la France et de l'ensemble des pays de l'OCDE, ce qui a incité les entreprises allemandes à développer leurs ventes à l'étranger.

## Une position de choix au sein du commerce mondial

Il est vrai que l'exportation de marchandises a constitué, de loin, le principal moteur de la croissance allemande, ces dernières années. Ainsi, le taux d'exportation allemand a quasiment doublé depuis le milieu des années 1990, passant de 24 % du PIB en 1995 à plus de 47 % en 2008, alors que les taux équivalents pour la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne ont dans l'ensemble fluctué autour de 26 % (graphique n° 2). Si le taux allemand a nettement fléchi en 2009, sous l'effet de la crise, il devrait reprendre fortement d'ici 2011.

**Graphique n° 2 : L'évolution des taux d'exportation**  
(valeur des exportations de biens et services rapportée au PIB, aux prix courants)



Source : graphique et calculs du CAS d'après les données et prévisions de l'OCDE (OCDE, 2009a)

En matière de commerce de marchandises, l'Allemagne a constitué en 2008 le premier pays exportateur au monde et le deuxième importateur, ce qui a lui permis de dégager le deuxième plus gros excédent commercial au monde, après la Chine. Au sein des vingt pays qui ont présenté les plus excédents cette année là, plus encore, l'Allemagne a été – avec la Chine, l'Irlande et le Japon – l'un des quatre seuls à ne pas être exportateur net d'hydrocarbures.

**Tableau n° 1 : Les vingt principaux pays participant au commerce mondial de marchandises, en 2008**

Exportations				Importations				Solde commercial		
Rang	Pays	Valeur en Mrd de \$	Part relative (en %)	Rang	Pays	Valeur en Mrd de \$	Part relative (en %)	Rang	Pays	Valeur en Mrd de \$
1	Allemagne	1461,9	9,1	1	États-Unis	2169,5	13,2	1	Chine	295,8
2	Chine	1428,3	8,9	2	Allemagne	1203,8	7,3	2	Allemagne	258,1
3	États-Unis	1287,4	8	3	Chine	1132,5	6,9	3	Arabie Saoudite	198,3
4	Japon	782	4,9	4	Japon	762,6	4,6	4	Russie	179,7
5	Pays-Bas	633	3,9	5	France	705,6	4,3	5	Norvège	83,2
6	France	605,4	3,8	6	Royaume-Uni	632	3,8	6	Émirats arabes unis	66
7	Italie	538	3,3	7	Pays-Bas	573,2	3,5	7	Koweït	62,2
8	Belgique	475,6	3	8	Italie	554,9	3,4	8	Pays-Bas	59,8
9	Russie	471,6	2,9	9	Belgique	469,5	2,9	9	Iran	56
10	Royaume-Uni	458,6	2,9	10	Corée du Sud	435,3	2,7	10	Angola	46
11	Canada	456,5	2,8	11	Canada	418,3	2,5	11	Venezuela	43,9
12	Corée du Sud	422	2,6	12	Espagne	401,4	2,4	12	Malaisie	42,6
13	Hongkong	370,2	2,3	13	Hongkong	393	2,4	13	Irlande	40,9
14	Singapour	338,2	2,1	14	Mexique	323,2	2	14	Algérie	39,8
15	Arabie Saoudite	313,4	2	15	Singapour	319,8	1,9	15	Nigeria	39,1
16	Mexique	291,7	1,8	16	Inde	293,4	1,8	16	Canada	38,2
17	Espagne	268,3	1,7	17	Russie	291,9	1,8	17	Qatar	36,9
18	Taiwan	255,6	1,6	18	Taiwan	240,4	1,5	18	Kazakhstan	33,3
19	Émirats arabes unis	231,6	1,4	19	Pologne	204,3	1,2	19	Irak	28,5
20	Suisse	200,3	1,2	20	Turquie	202	1,2	20	Japon	19,4

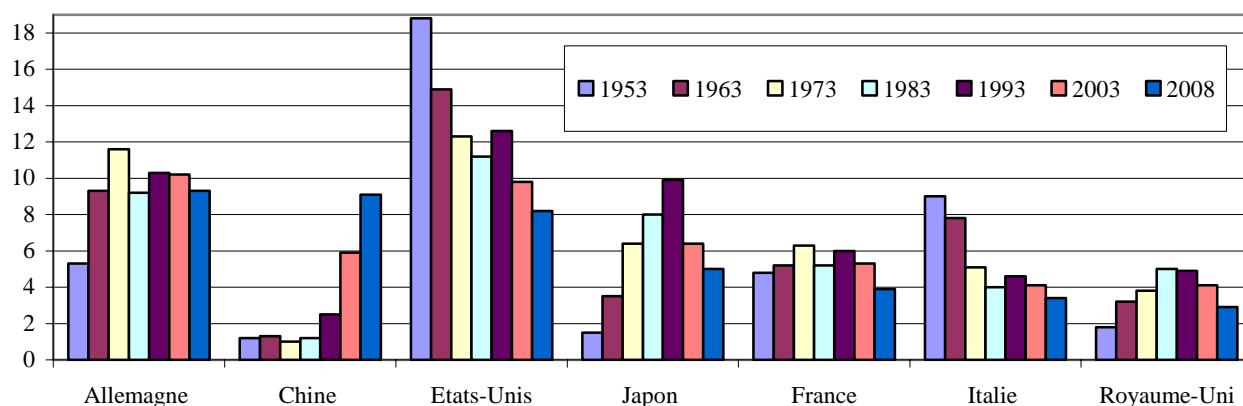
Source : graphique et calculs du CAS, d'après OMC (2009)

## L'Allemagne, seul grand pays industriel ayant maintenu sa part de marché mondial

Certes, le solde commercial n'est pas toujours un bon indicateur de compétitivité internationale, surtout pour un pays comme l'Allemagne, qui en général croît à un rythme globalement moindre que celui de l'économie mondiale et donc voit ses importations croître assez lentement. Pour compléter le tableau, il est intéressant de considérer aussi les parts de marché mondial. Or l'Allemagne constitue le seul grand pays industriel qui ait pu maintenir globalement sa part de marché mondial au cours du dernier quart de siècle, alors que les États-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni ont nettement décroché, face notamment à la concurrence croissante des pays émergents (graphique n° 3).

Certes, l'Allemagne a cédé à la Chine son titre de premier exportateur mondial de marchandises en 2009, au plus fort de la crise. Elle a cependant occupé ce rang non seulement pendant les années 2003-2008 mais aussi à d'autres moments de son histoire, notamment entre 1985 et 1992, ainsi que déjà dans les années 1930 (Bairoch, 1997).

**Graphique n° 3 : Les principaux pays exportateurs**  
(parts relatives des exportations mondiales de marchandises, en %)



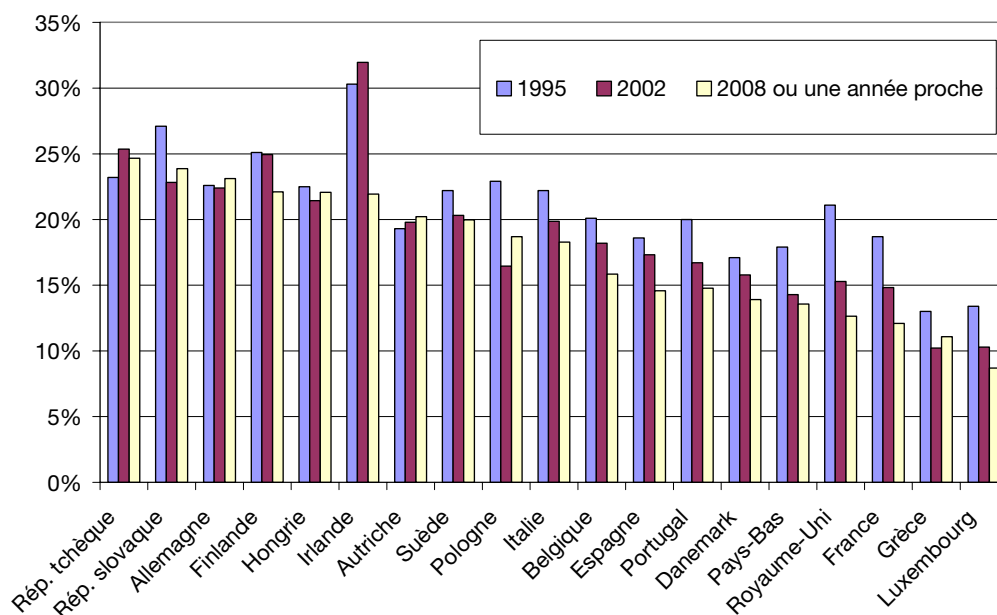
Pour l'Allemagne, les chiffres n'incluent pas ici l'ex-RDA de 1953 à 1983.

Source : graphique du CAS, d'après les données de l'OMC

## Le maintien de la part relative de l'industrie dans le PIB

De toute évidence, cette particularité est liée à la force persistante de l'industrie allemande. Depuis une quinzaine d'années, l'Allemagne constitue de fait le seul des grands pays européens dans lequel la part relative du secteur manufacturier dans le total du PIB se soit maintenue à un niveau élevé (en l'espèce, à environ 23 %). Les autres pays qui y sont également parvenus plus ou moins – notamment la République tchèque, la Hongrie et l'Autriche – sont tous de nettement plus petite taille et, mis à part l'Autriche, situés hors de la zone euro. La part correspondante en France (environ 12 % en 2008, soit un recul de plus de 6,5 points de pourcentage par rapport à 1995) et au Royaume-Uni est désormais près de deux fois plus faible qu'en Allemagne.

**Graphique n° 4 : La part relative du secteur manufacturier dans le total du PIB**  
(pourcentage de la valeur ajoutée, aux prix courants)



Source : calculs du CAS, d'après les chiffres de l'OCDE (base de données STAN, éd. 2005 et éd. 2009)

## Les performances allemandes à l'exportation : un phénomène illusoire, voire pénalisant ?

Certes, les succès à l'exportation peuvent sembler trompeurs ou ambivalents, comme le montre le débat sur le thème de l'« économie de bazar » (encadré n° 1).

### Encadré n° 1

#### Les effets de la mondialisation sur la production, l'emploi et les revenus Quelques éléments à partir du débat allemand sur « l'économie de bazar »

##### « Économie de bazar » : les principaux termes du débat

Sinn (2005), en parlant d'« économie de bazar », a souligné que les exportations allemandes contiennent une part croissante de consommations intermédiaires importées, à mesure que les entreprises allemandes s'approvisionnent de plus en plus à l'étranger (*offshoring*) pour réaliser leurs produits. Il en déduit que, pour ce pays, l'exportation de produits irait globalement moins de pair avec un enrichissement du pays qu'avec une exportation de capital et d'emplois, en termes nets. Le fait est que, si l'on définit le taux d'*offshoring* comme la part relative des consommations intermédiaires importées dans le total de la production brute, l'Allemagne apparaît plutôt en pointe, avec un taux passé entre le milieu des années 1990 et 2003 d'à peine 6 % à environ 8 %, tandis que le taux correspondant était plus faible et légèrement déclinant en France et au Royaume-Uni (FMI, 2007).

##### Une participation au commerce international malgré tout globalement profitable à l'Allemagne...

En cela, il est clair que ce type d'importation se substitue en partie à des activités de production *a priori* réalisables sur le sol allemand. D'autres aspects de la thèse de « l'économie de bazar » peuvent cependant être nuancés ou réfutés. En particulier, il apparaît que l'élément de substitution de la production nationale par la production importée est dans l'ensemble plus que contrebalancé par plusieurs effets positifs. En particulier, *via l'offshoring*, le recours à des intrants (*inputs*) importés en provenance de pays à moindres coûts procure des gains en compétitivité-prix qui, *in fine*, permettent de pérenniser les emplois – voire de les développer – en Allemagne. À partir d'une matrice d'entrées-sorties (*input-output*), Ludwig et Brautzsch (2008) ont ainsi montré que l'Allemagne profite globalement de sa participation au commerce international, en termes aussi bien de valeur ajoutée que de revenus et d'emplois. Pour sa part, Auer (2009) va jusqu'à affirmer que l'Allemagne, loin d'être reléguée au rang d'« économie de bazar », constitue plutôt l'un des plus grands gagnants de la division internationale du travail et du commerce mondial.

##### ... mais au prix d'inégalités salariales fortement accrues et d'une plus grande précarité de l'emploi

Tels Joebges *et al.* (2009), d'autres économistes ajoutent cependant que si l'Allemagne a globalement profité de sa participation au commerce international, cela a été obtenu au prix d'inégalités salariales accrues et d'une plus grande précarité de l'emploi. Depuis le début de la décennie 2000, les disparités salariales et la pauvreté ont augmenté plus

fortement en Allemagne que dans les autres pays de l'OCDE, avec une dispersion particulièrement accrue du côté des bas revenus<sup>1</sup>. La part relative des travailleurs pauvres (*working poor*) a doublé en Allemagne depuis 1999<sup>2</sup>. Comme l'ajoute le Conseil des experts économiques (les « Cinq sages »), le débat autour de la notion de précarité est justifié par le fait que l'amélioration de l'emploi observée sur la période 2006-2008 n'a pas profité à tous de la même manière. En Allemagne, ces années ont en effet coïncidé avec la différenciation croissante des formes d'emploi, notamment à travers le travail intérimaire, les contrats à durée déterminée et les emplois faiblement rémunérés (*geringfügige Beschäftigung*). Cette évolution a été en partie voulue par le législateur, notamment concernant les *minijobs*, emplois faiblement rémunérés et à durée limitée. Cette flexibilisation du marché allemand de l'emploi a ainsi été obtenue au prix d'une montée des formes d'emploi atypiques, qui touchent particulièrement des couches précises de la population, dont les personnes peu qualifiées et les étrangers (SVR, 2008).

Divers experts – en Allemagne<sup>3</sup> mais aussi à l'étranger – en concluent que les succès allemands à l'exportation sont fragiles et réversibles. Cela laisse notamment entendre que l'Allemagne serait durablement affectée par les évolutions présentes et à venir du commerce mondial<sup>4</sup>. Ainsi, le fait que la croissance de l'Allemagne ait été en grande partie fondée sur l'exportation et donc dépendante des fluctuations du commerce mondial constituerait selon Bonnevey *et al.* (2009, p. 13) un « lourd handicap » pour ce pays. De même, Duval (2009) considère l'Allemagne comme « victime du tout export ». Au Royaume-Uni également, certains commentateurs soulignent les dangers d'une trop forte dépendance aux exportations et, observant en particulier que l'industrie automobile se trouve désormais en surcapacité mondiale, estiment que l'Allemagne elle aussi devra fermer des usines dans ce secteur<sup>5</sup>. Il n'en demeure pas moins que l'Allemagne conserve de considérables atouts dans un domaine tel que l'automobile (voir encadré n° 2).

---

<sup>1</sup> En termes de concentration des revenus, l'Allemagne se situe désormais dans une position intermédiaire au milieu des années 2000, avec un indice de Gini de 0,298, soit légèrement moins que la moyenne observée pour les 30 pays de l'OCDE (0,311) mais aussi un peu au-dessus du chiffre pour la France (0,281) (OCDE, 2008).

<sup>2</sup> La part relative des travailleurs pauvres, c'est-à-dire des personnes qui vivent dans un ménage disposant d'un emploi mais de seulement moins de 60 % du revenu net médian (soit, en 2006, 837 euros par mois pour une personne seule et 1758 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans) a doublé en Allemagne entre 1999 et 2005, passant de 3 % à 6 % du nombre total de personnes employées à plein temps. Par la suite, cette proportion est retombée légèrement – à 5 %, ce qui représente 1,1 million de personnes – mais il est attendu qu'elle remonte du fait des conséquences de la crise financière. Aux États-Unis, pendant cette même période, la proportion correspondante s'est située au-dessus de 10 %. Cf. Rhein (2009), ainsi que le communiqué de presse [www.iab.de/de/informationsservice/presse/presseinformationen/kb0109.aspx](http://www.iab.de/de/informationsservice/presse/presseinformationen/kb0109.aspx).

<sup>3</sup> Voir l'article de H.-W. Sinn, « Falsches Geschäftsmodell », *Wirtschaftswoche*, n° 26, 22 juin 2009, p. 38.

<sup>4</sup> Sur cet aspect de prospective plutôt que de diagnostic, voir ci-après, le point 4.

<sup>5</sup> Cf. l'article « Germany's economy – The export model sputters », *The Economist*, 9 mai 2009. Il est vrai que *The Economist*, il y a une dizaine d'années, qualifiait l'Allemagne d'« homme malade de l'Europe » !

## Encadré n° 2

### Le cas de l'industrie automobile Bref état des lieux et perspectives de sortie de crise

En comptant à la fois les véhicules et les composants, les produits de l'industrie automobile allemande ont dégagé un excédent commercial de près de 102 milliards d'euros en 2008, soit un doublement par rapport à la fin des années 1990, selon les données de l'Office fédéral de la statistique. Sur quatre automobiles produites en Allemagne, près de trois sont exportées (taux d'exportation de 74,4 % en 2008, y compris les véhicules utilitaires).

Certes, la moitié des véhicules de marque allemande sont désormais produits à l'étranger, alors que la proportion correspondante n'était encore que d'un tiers au milieu des années 1990 (graphique n° 5, *infra*). Au vu du nombre de véhicules produits, les principaux pays concernés sont désormais, par ordre d'importance décroissant, la Chine, le Brésil, l'Espagne, la République tchèque, le Mexique, la Belgique, les États-Unis, la Pologne et le Royaume-Uni. Et pourtant, à plus de 750 000 personnes en l'an 2008, l'emploi total de la branche (dont plus de 300 000 chez les sous-traitants) en Allemagne même dépassait encore de près de 100 000 personnes le niveau atteint en 1994, à l'issue de la précédente récession.

Dans le secteur de l'automobile, les grands constructeurs allemands sont globalement parvenus à gagner des parts de marché à l'exportation jusqu'en 2008. Depuis l'arrivée de la crise, presque tous ont souffert du recul de leurs ventes à l'étranger. Certaines évolutions récentes conduisent cependant à envisager des perspectives relativement favorables, à terme.

Certes, le cabinet PricewaterhouseCoopers Automotive Institute prévoit qu'à partir de l'an 2014, plus de 50 % de la production mondiale viendra des pays émergents et notamment de Chine et d'Inde<sup>1</sup>. Il faut cependant noter que, d'ores et déjà, environ 30 % de la valeur de la fameuse nouvelle voiture indienne Tata Nano, considérée comme la voiture la moins chère du monde<sup>2</sup>, est constituée de composants ou systèmes produits par des sous-traitants allemands (équipements de Bosch, laque de BASF, etc.<sup>3</sup>). Au-delà de ce seul exemple, l'industrie automobile allemande se profile de façon offensive sur les marchés de demain, y compris – et surtout – concernant les technologies « propres », à faible émissions en CO<sub>2</sub>: nouvelles motorisations diesel, batteries pour véhicules électriques, systèmes à propulsion hybride, etc. Avec des dépenses annuelles de recherche et développement (R & D) de plus de 18 milliards d'euros en 2008 (soit un doublement par rapport à 1997), le secteur représente à lui seul à près d'un tiers du total des dépenses intérieures de R & D des entreprises en Allemagne.

<sup>1</sup> Cf. Raphaële Karayan, « Les pays émergents prendront le contrôle de la production en 2014 », *L'Usine nouvelle*, 12 octobre 2009.

<sup>2</sup> Tata Motors est le plus grand constructeur automobile en Inde, où le principal marché porte sur les automobiles de petit format. Cf. l'article de Christoph Hein, « Die Inder kaufen vor allem Kleinstautos », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 décembre 2009.

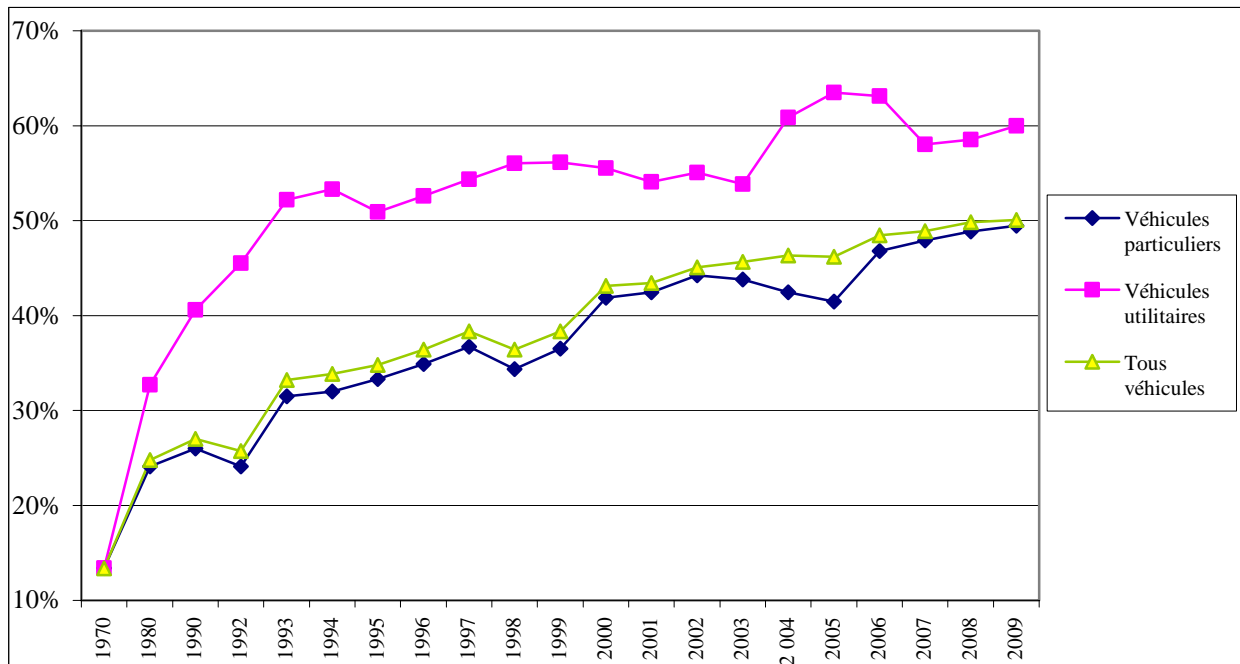
<sup>3</sup> Cf. Christoph Hein, « BASF will beim Tata Nano mitmischen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 mai 2008.



Dans cette perspective, il est symptomatique que le groupe Volkswagen ait pour plan de rattraper à Toyota le titre de plus grand groupe automobile mondial, d'ici 2018<sup>1</sup>. Selon un autre cabinet de conseil, le chiffre d'affaires mondial de l'industrie automobile allemande pourrait progresser de 30 % d'ici l'an 2020, surtout grâce aux perspectives de ventes dans les pays émergents de type BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) (McKinsey Germany, 2010).

Autres sources (en plus des articles mentionnés) : rapport d'activité 2008 de la Fédération de l'industrie automobile allemande (VDA) ; entretien avec le président de la VDA, accordé le 2 mai 2009 à Ernst Rommeny et Ulrich Ziegler, sur Deutschlandradio Kultur.

**Graphique n° 5 : La part relative des sites étrangers dans la production mondiale d'automobiles de marque allemande**  
(en % du nombre annuel de véhicules produits)



Il s'agit du rapport entre le nombre de véhicules produits à l'étranger et le nombre total de véhicules produits en RFA ou à l'étranger. Les données pour 2009 sont provisoires.

Source : graphique et calculs du CAS, d'après les données de la Fédération de l'industrie automobile allemande (VDA)

<sup>1</sup> Cf. Roland Lindner, « Volkswagen sucht die Masse », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13 janvier 2010.

## 2. Parmi les principaux facteurs explicatifs : la question des coûts et du type de spécialisation

Schématiquement, les études disponibles identifient trois grandes catégories de facteurs pouvant expliquer les performances allemandes en matière de commerce extérieur<sup>1</sup> :

- les décalages conjoncturels en termes de demande, c'est-à-dire, pour un pays donné, la différence de dynamisme entre la demande intérieure et la demande étrangère ;
- les facteurs de compétitivité-coût ou de compétitivité-prix ;
- les aspects qualitatifs, qui renvoient tant à la compétitivité hors-prix qu'au mode d'insertion dans la division internationale du travail, ce qui permet de prendre en compte l'existence de réseaux de production étendus par delà les frontières nationales.

Le premier élément ayant été analysé précédemment, l'accent est ici mis successivement sur les deux derniers points.

### Le lien avec les questions de compétitivité-coûts (et de compétitivité-prix)

En matière de compétitivité-prix<sup>2</sup>, sur le plan international, un rôle important incombe en général aux taux de change. Entre les pays membres de l'Union monétaire européenne, zone à l'intérieure de laquelle le taux de change a été supprimé, la question centrale est plutôt celle des coûts de production, parmi lesquels la composante salariale est le plus souvent privilégiée. L'indicateur le plus couramment retenu est celui des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui tient compte de l'évolution de la productivité.

#### *Les évolutions au sein de la zone euro*

Au sein de l'union monétaire européenne, la modération salariale menée en Allemagne équivaut à une dépréciation monétaire, vis-à-vis d'autres pays membres et notamment vis-à-vis des pays du Sud de l'Europe (Langhammer, 2009). *En termes réels* et déduction faite des prélèvements sociaux et fiscaux, les salaires horaires en Allemagne n'ont en effet guère progressé globalement depuis le début des années 1990. Exprimés en monnaie constante et en moyenne par heure travaillée, *les salaires nets* dans l'ensemble de l'Allemagne unifiée se situent ainsi actuellement à peu près au même niveau que celui qu'ils atteignaient dans les *Länder* de l'ancienne RFA, au moment de l'unification allemande. Plus encore, ils *ont reculé entre 2004 et 2008, alors même que le PIB traversait une phase de plusieurs années de progression sensible* ; une telle conjonction constitue un fait sans précédent historique (Brenke, 2009a). Cette évolution exceptionnelle s'explique en grande partie par le contexte de l'après-unification (encadré n° 3).

---

<sup>1</sup> Sur l'importance relative ces trois points, voir encadré n° 4, ci-après.

<sup>2</sup> Passer de la compétitivité-coûts à la compétitivité-prix implique en toute rigueur de considérer l'effet du taux de marge des exportateurs. Cf. Mathis *et al.* (1988). Par souci de simplicité, il est ici fait l'hypothèse que les taux de marge sont fluctuants à court terme mais que, dans la durée, le facteur clé est la compétitivité-coûts.

Si correction il fallait au début des années 2000, elle a cependant été drastique car au-delà, sur l'ensemble du dernier quart de siècle, l'Allemagne a clairement été le pays de l'UE où les coûts salariaux unitaires ont le moins progressé : sur la période 1985-2011 – compte tenu notamment de la quasi-stagnation attendue pour les années 2005-2011 –, la hausse moyenne annuelle devrait y être d'à peine 1 %, contre un peu plus de 1,7 % en France, environ 2,9 % au Royaume-Uni, quelque 3,4 % en Italie et presque 7,8 % en Grèce<sup>1</sup> (graphique n° 6).

### Encadré n° 3

#### La restauration d'une compétitivité-prix dégradée pendant les années 1990

Depuis la fin des années 1990, le souci de restaurer et accroître la compétitivité de l'économie allemande s'explique en grande partie par le contexte de l'après-unification. Il y a eu en effet une forte progression des coûts unitaires de main-d'œuvre dans la première moitié des années 1990, et la balance des paiements courants est devenue déficitaire de 1991 à l'an 2000.

Cette situation a relancé fortement le débat sur le *Standort Deutschland* (l'Allemagne en tant que site de production), qui était apparu dès la fin des années 1980 (Uterwedde, 2009). Dans un contexte où l'assez haut niveau de chômage structurel de la seconde moitié des années 1990 découlait de certains excès commis en matière de politique salariale, la modération salariale qui a suivi et les stratégies de restructuration menées par les entreprises (y compris *via* la délocalisation de certaines activités à l'étranger) ont permis de restaurer progressivement la compétitivité-prix des entreprises allemandes.

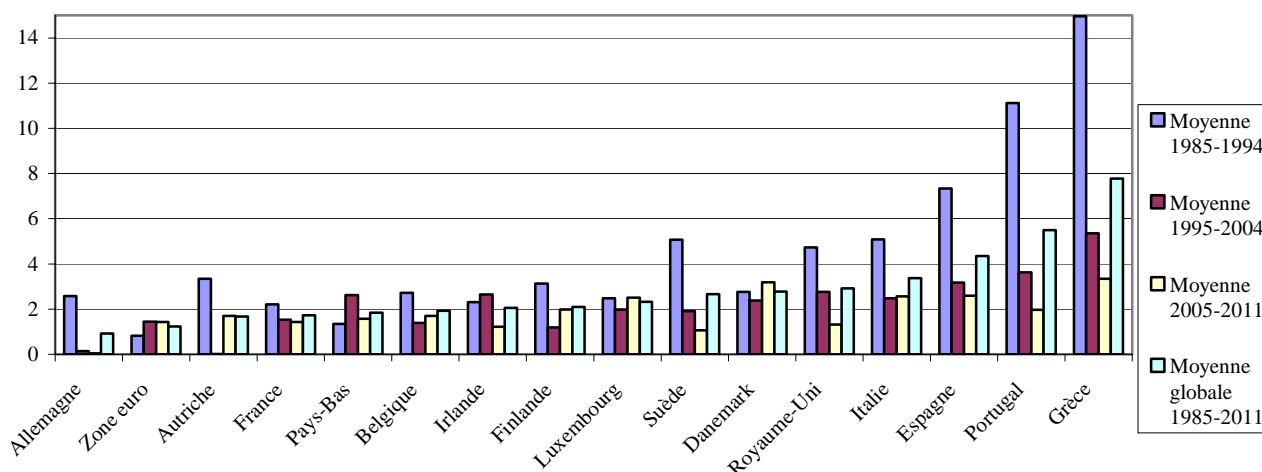
Depuis une dizaine d'années, en ce sens, l'économie allemande a reconquis sur les marchés mondiaux le terrain qu'elle avait dû céder dans les années 1990-1992, période où, face à la soudaine frénésie d'achats de la population est-allemande, les entreprises (ouest-) allemandes s'étaient réorientées en partie vers la satisfaction du marché national et où les importations allemandes s'étaient brusquement accrues de 31,25 % (Deutsche Bundesbank, 2007).

Il faut en outre rappeler que la compétitivité-prix de la RFA a également pâti du fait qu'au moment de l'introduction de l'euro, début 1999, l'Allemagne est entrée dans l'Union monétaire européenne avec un DM considéré comme surévalué de 25 à 30 %, en termes réels, par rapport aux autres pays de la zone euro<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Certes, comme le montre le graphique n° 6, cette hausse a été en Allemagne de 2,6 % sur la période 1985-1994, soit légèrement plus qu'en France (2,2 %). Une fois passé le choc de l'unification, cela étant, elle n'a été en Allemagne que d'un peu moins de 0,15 % sur la période 1995-2004 et, au vu des données et prévisions de l'OCDE, elle serait inférieure à 0,04 % sur la période 2005-2011, soit beaucoup moins qu'en France (respectivement 1,53 % et 1,44 %) et que dans la moyenne des pays de la zone euro (respectivement 1,45 % et 1,43 %).

<sup>2</sup> Cf. P. Artus, « L'Allemagne, future malade de l'Europe ? », *Libération*, 14 mai 2001.

**Graphique n° 6 : Coûts salariaux unitaires\* : évolutions comparées au sein des pays de l'UE, sur la période 1985-2011**  
(hausse annuelle en %)



(\*) : coût de la main-d'œuvre par personne employée rapporté au PIB réel par actif employé.

Source : graphique et calculs du CAS, d'après les données et prévisions de l'OCDE (OCDE, 2009a) ; les moyennes 1985-94 et 1995-2004 sont calculées par l'OCDE elle-même

L'accord salarial de branche signé en février 2010 dans l'industrie allemande de la métallurgie de Rhénanie du Nord-Westphalie confirme ce type de prévision. Considéré comme un accord pilote et, à ce titre, destiné à être étendu aux 3,4 millions de salariés du secteur, il prévoit que les rémunérations des salariés n'augmenteront tout d'abord – d'avril à décembre 2010 – que très modérément, à travers le versement par deux fois d'une prime forfaitaire de 160 euros, puis – d'avril 2011 à la fin mars 2012 – à travers une hausse nominale de 2,7 %. Cet accord vise principalement à préserver l'emploi<sup>1</sup>.

### **Autre facteur de compétitivité-prix : les taux de change**

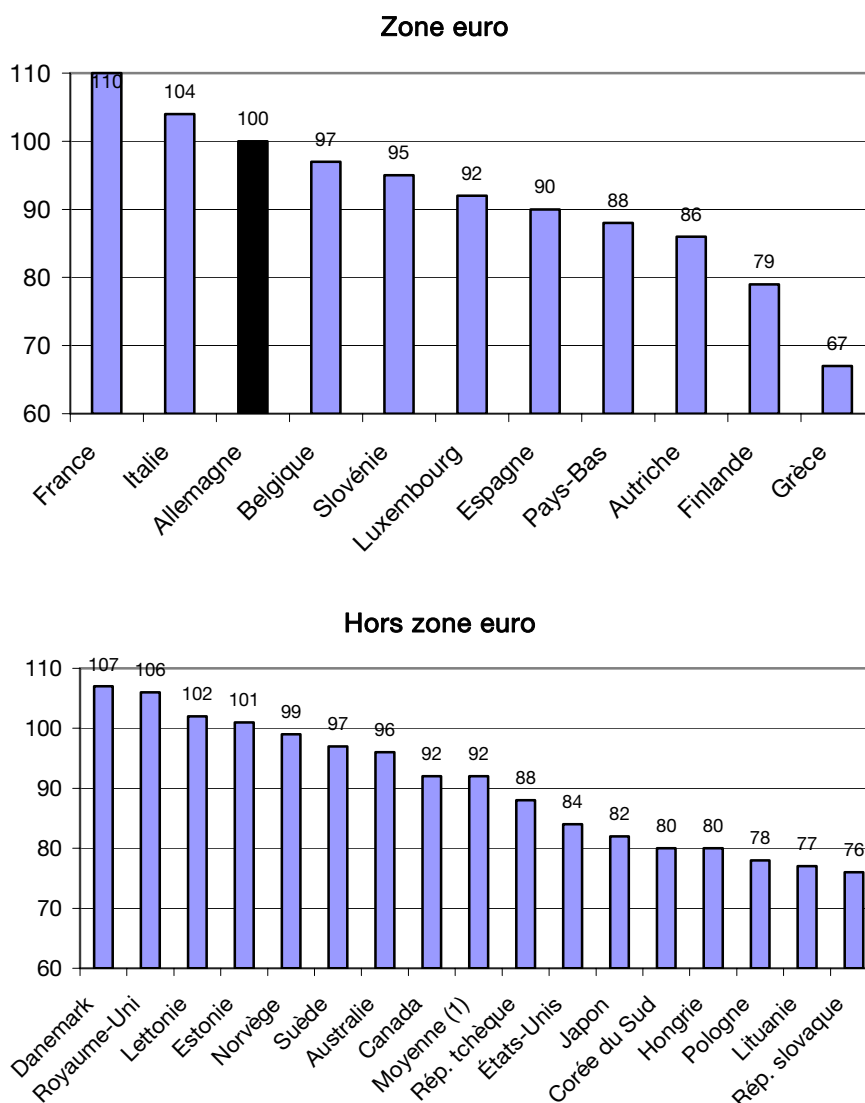
L'autre question centrale consiste à savoir si, par rapport au dollar, le taux de change de l'euro constitue ou non un handicap pour les exportateurs allemands. À ce sujet, la question du *niveau* doit être distinguée de celle des *fluctuations*. Sur ce dernier point, il semble que les exportateurs allemands puissent se prémunir pendant au moins deux ans contre les fluctuations de taux de change, grâce à des instruments appropriés de couverture (*hedging*)<sup>2</sup>. Quant au niveau du taux de change euro/dollar, il est généralement admis qu'il s'agit d'un élément moins important pour les entreprises allemandes que pour leurs concurrentes d'autres pays tels que la France, compte tenu de la qualité de l'offre allemande.

<sup>1</sup> L'accord conclu est suspendu à la condition que les coûts liés au chômage partiel soient pris en charge par l'Office fédéral de l'emploi au-delà de la fin 2010 ; cf. Bourgeois (2010) et l'article « Metall-Tarifabschluss stößt auf breite Zustimmung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 février 2010. Cette idée de maintien de l'emploi est cependant critiquée parfois. Certains experts estiment ainsi que la renonciation à des augmentations salariales plus substantielles, *a priori* raisonnable sur une échelle microéconomique, risque d'exercer un fâcheux effet récessif au plan macroéconomique ; cf. l'article de H. Flassbeck, « Die Mär vom Lohnverzicht », *Süddeutsche Zeitung*, 24 novembre 2009.

<sup>2</sup> Cf. l'article « Exporteure zuversichtlich für 2010 », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 octobre 2009. Ajoutons que, pour les entreprises allemandes, un autre moyen de se prémunir contre les fluctuations de taux de change consiste à recourir à l'investissement direct à l'étranger, c'est-à-dire à implanter des filiales à l'étranger, pour produire directement sur place les biens et services destinés à y être distribués.

Compte tenu à la fois de l'évolution des taux de change, de la modération salariale observée ces dernières années et de l'évolution des gains de productivité, en tout cas, l'Allemagne a plutôt amélioré sa position relative, dans la période récente. Au vu des niveaux de coûts salariaux unitaires dans l'industrie, en 2008, elle a fait preuve d'une meilleure compétitivité-prix que la France et l'Italie, au sein de l'Union monétaire européenne. Hors de la zone euro, le Royaume-Uni et le Danemark étaient également parmi les pays présentant des coûts unitaires supérieurs à ceux de l'Allemagne. Depuis lors, il est probable que, par rapport à l'euro, la dépréciation de la livre sterling devrait avoir restauré quelque peu la position britannique. Incidemment, on peut remarquer qu'au sein des pays considérés, le pays qui présente le plus faible niveau est... la Grèce. La compétitivité-coûts reste donc très loin de déterminer à elle seule les performances d'un pays dans le commerce mondial !

**Graphique n° 7 : Les niveaux de coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, en 2008 : une comparaison internationale (base 100 = Allemagne)**



Sur la base des taux de change et des prix de 2008. (1) : la moyenne mentionnée est celle des pays autres que l'Allemagne, avec une pondération reflétant les poids relatifs dans les exportations mondiales sur la période 2006-2008.

Source : calculs de Schröder (2009), à l'Institut der deutschen Wirtschaft (Cologne)

Plusieurs travaux macro-économétriques effectués ces dernières années confirment cette analyse concernant les éléments de compétitivité-prix et, au-delà, précisent l'importance relative des différents facteurs explicatifs (encadré n° 4).

#### Encadré n° 4

##### Les enseignements de quelques travaux macro-économétriques récents

Dans un rapport sur les divergences de compétitivité au sein de la zone euro, la Commission européenne a montré au printemps 2010 que, sur la période 1999-2008, les performances à l'exportation de l'Allemagne s'expliquent surtout par le dynamisme de la demande étrangère, bien davantage que par l'évolution du taux de change réel. Pour un pays tel que l'Italie, au contraire, ce dernier facteur a joué très fortement et de manière négative. Dans cette étude, outre ces deux éléments, les facteurs non expliqués sont imputés à des effets de compétitivité hors-prix, qui ont surtout joué – de façon négative – dans le cas de la France, alors qu'ils ont joué de façon légèrement positive dans le cas de l'Allemagne (tableau n° 2).

Selon Danninger et Joutz (2007), de même, le fait que la part de marché allemande à l'exportation se soit accrue sur la période 2000-2005 ne s'explique que très faiblement par la compétitivité-coût (à en juger par l'évolution du taux de change réel, à partir de celle des coûts unitaires de main-d'œuvre<sup>1</sup>), alors qu'il tient pour l'essentiel aux liens tissés avec des partenaires commerciaux à forte croissance et, à un moindre degré, au fait que les entreprises allemandes ont développé des réseaux de production en partie étendus à l'étranger (tendance à l'*offshoring*).

Zeddies (2009) va dans le même sens, en montrant qu'entre la période 1980-1998 et la période 1999-2008, avec l'entrée en vigueur de l'Union monétaire européenne, le rôle du taux de change (nominal ou réel) a perdu en importance, comme facteur explicatif des succès allemands à l'exportation, tandis qu'ont au contraire joué de façon croissante d'autres facteurs tels que le développement de la demande dans les pays partenaires, notamment concernant les biens d'équipement de haute qualité produits en Allemagne.

Artus et Fontagné (2006) ont, eux aussi, souligné l'importance relative de la capacité à satisfaire les besoins des pays à forte croissance. Il apparaît en effet que les exportations allemandes font preuve d'une plus grande élasticité-revenu que les exportations françaises, ce qui signifie que les exportateurs allemands parviennent proportionnellement à mieux tirer parti d'une progression donnée de la demande étrangère que leurs concurrents français.

Pour leur part, Horn et Stephan (2005) montrent que l'accroissement de l'excédent commercial allemand, sur la période 1998-2004, ne s'explique globalement que pour à peine 14 % par la compétitivité-coût, alors qu'il découle pour environ un tiers de différences de demande (facteur d'attraction en volume) et pour plus de la moitié par l'approfondissement de la division internationale du travail<sup>2</sup>. Cela dit, l'évolution de la

<sup>1</sup> Cet effet, lié surtout à la modération salariale en Allemagne, a joué tout au plus vis-à-vis des autres pays de l'Union monétaire européenne car, vis-à-vis du reste du monde, la force relative de l'euro a joué en sens inverse.

<sup>2</sup> Cet approfondissement est ici approximé par une tendance temporelle en forme de *trend* linéaire.

compétitivité-coût a eu des effets différents selon les pays partenaires considérés ; alors qu'elle a joué un rôle très faible vis-à-vis du Royaume-Uni et des États-Unis, elle explique à l'inverse près de 20 % de la croissance de l'excédent commercial allemand enregistré dans les relations avec d'autres pays de l'Union monétaire européenne.

Expliquant les différences observées entre les exportations allemandes et françaises, Erkel-Rousse et Garnero (2008) mettent eux aussi en évidence le rôle important joué par le mouvement d'externalisation à l'étranger – en particulier en direction des pays à moindres coûts<sup>1</sup> –, tendance qui a moins concerné la France que l'Allemagne. Pour ce dernier pays, l'externalisation à l'étranger serait la cause d'au moins la moitié de la « surperformance » allemande enregistrée sur la période 2000-2005. Cette tendance allemande à externaliser à l'étranger (*offshoring*) joue un rôle d'autant plus fort qu'elle amplifie elle-même les effets de décalage en termes de demande, dans la mesure où elle tend à déprimer la demande intérieure en Allemagne, par rapport à la demande étrangère.

**Tableau n° 2 : Les contributions des différents facteurs expliquant la croissance des exportations : le cas de cinq pays de la zone euro**  
(1999-2008, croissance annuelle moyenne en points de pourcentage)

	Croissance totale des exportations	Taux de change réel	Demande étrangère	Composante non expliquée
Allemagne	7,3	0,5	6,4	0,4
Espagne	4,5	-1,9	7,4	-0,9
France	3,5	0,8	5,3	-2,6
Italie	2,2	-4,6	6,7	0,2
Autriche	6,4	-0,3	6,7	-0,1

Pour chaque variable, il est tenu compte des effets décalés dans le temps.  
Source : Commission européenne (2010)

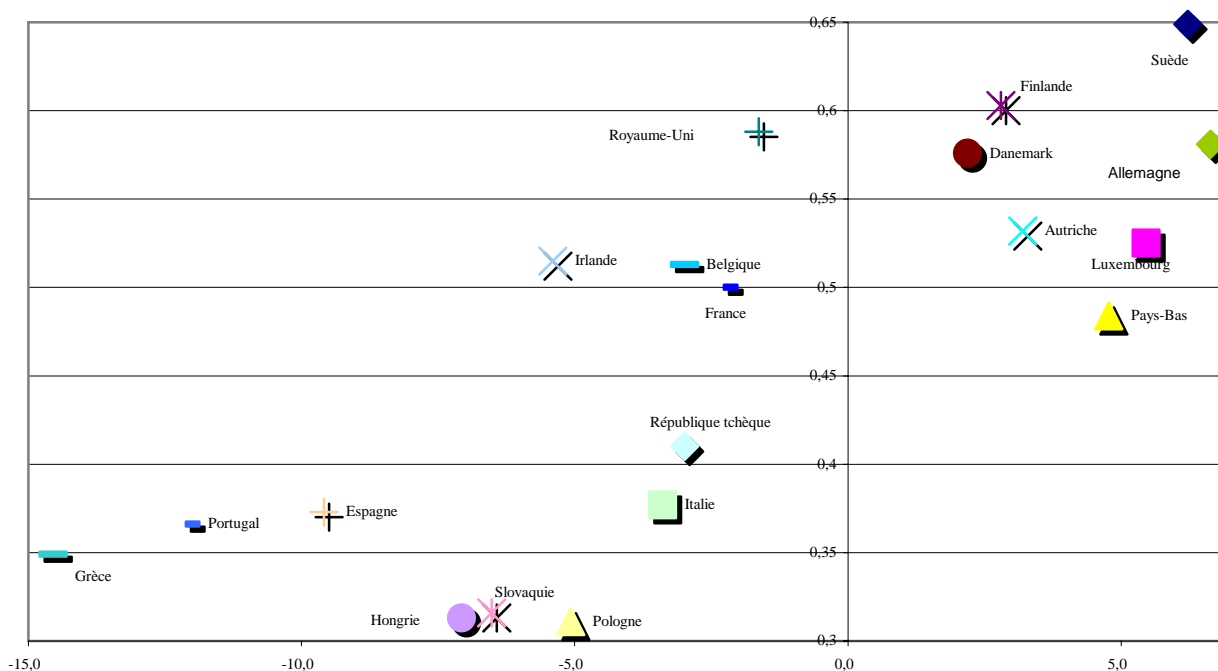
Dans l'ensemble et au-delà des décalages entre les périodes considérées et entre les méthodes employées, ces différents travaux macro-économétriques montrent que les décalages de demande intérieure jouent un rôle plus important que les questions de compétitivité-prix mais aussi que l'insertion accrue de l'Allemagne dans la division internationale du travail a également exercé un impact très important (cf. encadré n° 4). Cela renvoie en grande partie à la qualité des biens (et services) produits en Allemagne et donc à des questions de spécialisation internationale.

<sup>1</sup> De manière classique, l'indicateur retenu porte ici sur la part des consommations intermédiaires importées.

## Des liens étroits avec les questions de compétitivité hors-coût et d'innovation

Par rapport à la production réalisée dans des pays tels que la France, en effet, celle de l'Allemagne fonde globalement sa compétitivité en grande partie sur des facteurs hors-coûts, car les biens et services des entreprises allemandes bénéficient en général d'une meilleure réputation en termes de qualité, de fiabilité, de service après-vente, etc. Cette supériorité en matière de compétitivité hors-coûts est elle-même en partie liée à un plus grand effort de différenciation des produits et, *in fine*, d'innovation. Cette interprétation est corroborée par un graphique croisant, pour l'année 2008, le solde de la balance des paiements courants (en abscisse) et l'indice synthétique d'innovation (en ordonnée) calculé, à la demande de la Commission européenne, pour le tableau de bord européen de l'innovation (European Innovation Scoreboard : EIS). En tout cas, dans la partie Nord-Est du graphique n° 8, tous les pays dont la balance des paiements courants a présenté un excédent en 2008 se signalent par un indice d'innovation supérieur à la moyenne de l'UE-27 (0,476) ; dans la partie Sud-Ouest, symétriquement, tous les pays obtenant un indice d'innovation inférieur à la moyenne de l'UE-27 se sont caractérisés par une balance des paiements courants déficitaire cette année là.

**Graphique n° 8 : Le lien entre le solde de la balance des paiements courants (axe horizontal ; en % du PIB) et l'indice d'innovation (axe vertical), en 2008**



Lecture : les pays situés à droite de l'axe vertical dégagent un excédent de balance des paiements courants et les pays sont hiérarchisés verticalement en fonction de leur indice synthétique d'innovation.

Source : graphique du CAS, d'après les données de l'OCDE (OCDE, 2009a) et du tableau de bord européen de l'innovation (PRO INNO Europe, 2010)

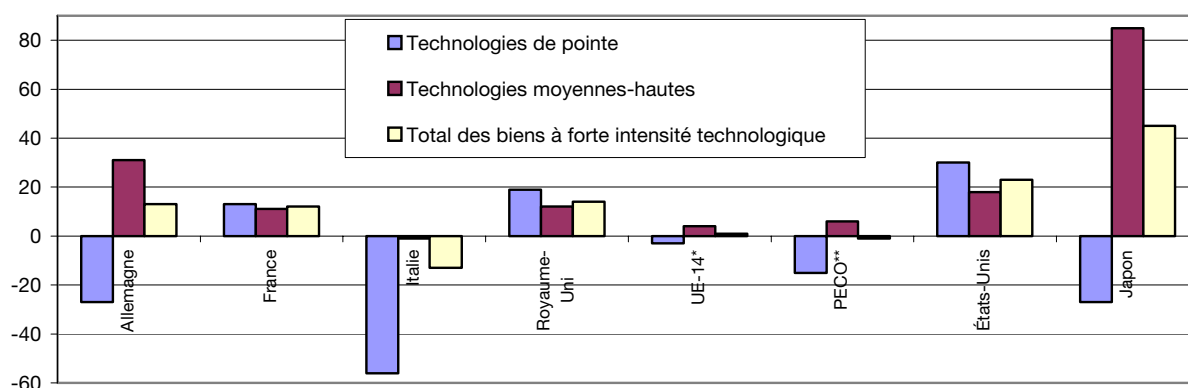


## Une spécialisation renforcée sur des biens à forte valeur ajoutée, d'assez haut de gamme et à contenu technologique élevé

Le solde commercial doit être d'autant plus relativisé que, dans le cas de l'Allemagne comme dans celui d'autres pays, une très grande partie des produits vendus à l'étranger contiennent un fort contenu en importations. Ce point a été souligné dans le débat allemand sur « l'économie de bazar » (voir *supra*, encadré n° 1). Cela dit, cette remarque vaut bien davantage pour la Chine, dont une grande partie des exportations – surtout dans le domaine de l'électronique – résulte d'une simple activité d'assemblage à partir de composants préalablement importés, le tout principalement sous le contrôle d'entreprises étrangères<sup>1</sup>. Cela conduit à souligner que l'économie chinoise, malgré ses nets progrès récents, demeure pour l'instant spécialisée dans la fabrication de produits de masse et peu sophistiqués tels que les jouets, les vêtements, les chaussures ou les réfrigérateurs<sup>2</sup>.

Considérer la seule composition sectorielle des exportations n'est donc pas suffisant. Au-delà, raisonner en termes d'avantages comparatifs révélés<sup>3</sup> permet de préciser le diagnostic car cela permet de tenir également compte du poids relatif des importations. Il en ressort que l'Allemagne n'est pas spécialisée dans les technologies de pointe – c'est-à-dire les domaines dans lesquels les dépenses internes de recherche et développement (R & D) représentent plus de 7 % du chiffre d'affaires (CA) : industrie pharmaceutique, aéronautique, etc. – alors qu'elle est spécialisée dans le domaine des moyennes-hautes technologies – c'est-à-dire lorsque les dépenses internes de R & D se situent entre 2,5 % et 7 % du CA : construction mécanique, automobile, etc. (graphique n° 9). En cela, l'Allemagne est proche du Japon et des principaux pays d'Europe centrale et orientale (PECO) – autres pays restés très industriels – et se distingue de la France, du Royaume-Uni ou des États-Unis, qui sont spécialisés tant dans les technologies de pointe que dans les technologies moyennes-hautes mais dont les économies sont beaucoup plus tertiarisées et moins tournées vers l'exportation.

**Graphique n° 9 : Indice d'avantage comparatif révélé :  
une comparaison internationale pour les échanges commerciaux de 2007**



(\*) : l'UE à 15 mais sans l'Allemagne. (\*\*) : Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. Pour un type de bien  $i$  et un pays  $j$  donnés, les exportations étant notées  $X$  et les importations  $M$ , l'avantage comparatif révélé (ACR) est ici défini comme suit :  $ACR_{ij} = 100 \ln [(X_{ij} / \sum_i X_{ij}) / (M_{ij} / \sum_i M_{ij})]$ . Le pays en question est considéré comme ayant un avantage (respectivement un désavantage) comparatif révélé dans la branche  $i$  si l'indice  $ACR_{ij}$  est supérieur (respectivement inférieur) à 0.

Source : graphique du CAS, d'après Belitz et al. (2010)

<sup>1</sup> Cf. l'article « Exportations, automobile : la Chine passe en tête », *Le Monde*, 12 janvier 2010, p. 13.

<sup>2</sup> Cf. l'article « China ist Exportweltmeister », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 2010.

<sup>3</sup> Voir la légende du graphique n° 9.

Les atouts allemands sont ainsi particulièrement marqués dans *des secteurs plutôt matures* tels que l'automobile et les biens d'équipement professionnels (concernant ce dernier secteur, voir encadré n° 5) mais avec *un fort positionnement sur des produits de haut de gamme*.

Sur la période 2000-2007, en outre, ce pays a accru ses avantages comparatifs révélés dans des domaines à contenu technologique plutôt fort (automobile, moteurs, instruments de mesure, machines spécialisées, fournitures électriques, machines outils) et, inversement, a principalement perdu du terrain dans les domaines à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique<sup>1</sup>.

En somme, l'économie allemande a plutôt renforcé ces dernières années – tout du moins jusqu'à la crise actuelle – ses atouts concernant des produits à forte valeur ajoutée, d'assez haut de gamme et à contenu technologique plutôt élevé.

Constatant que l'économie allemande est pour une grande part spécialisée et *leader* mondial dans le domaine des biens d'équipement, Dreger (2009) en conclut que l'Allemagne ne gagnerait pas à réorienter son industrie vers les biens de consommation, en stimulant la demande des ménages.

#### Encadré n° 5

##### **La structure sectorielle de l'industrie et des exportations allemandes : quelques points de repère, notamment sur la place des biens d'équipement**

La part relative des biens d'équipement est de longue date élevée dans l'économie allemande. Sur la période 2002-2009, elle a été en moyenne d'environ 44 % dans le total des exportations de marchandises de l'Allemagne unifiée et de 28 % dans le total de ses importations<sup>2</sup>. Au début des années 1960, elle dépassait déjà le seuil des 40 %, dans le total de l'emploi industriel (mines comprises) de l'ancienne RFA<sup>3</sup>. Dans le total des exportations, elle était en 2006 supérieure de près de 10 points de pourcentage à la proportion équivalente en France<sup>4</sup>.

Cela dit, la structure sectorielle des exportations de l'Allemagne est caractérisée non seulement par l'importance des biens d'équipement mais aussi par celle des biens de consommation de qualité, de niveau de gamme assez élevé et qui trouvent de plus en plus de débouchés dans des pays tels que la Chine, où les niveaux d'exigence des consommateurs se sont déjà beaucoup élevés et devraient offrir des débouchés encore plus considérables, à terme (Langhammer, 2009).

<sup>1</sup> Cf. Madariaga (2009). Cette étude comparative montre que la France, pour sa part, a elle aussi surtout accru ses avantages comparatifs dans certains domaines à haut contenu technologique (aéronautique, instruments de mesure, composants électroniques, moteurs, produits pharmaceutiques, etc.) mais a également beaucoup perdu en avantages comparatifs dans d'autres domaines à fort contenu technologique (matériel de télécommunication, automobile, matériel informatique, électronique grand public, etc.).

<sup>2</sup> Calcul d'après les données de la Deutsche Bundesbank (rapport mensuel de mars, diverses années).

<sup>3</sup> Cf. SVR (1965).

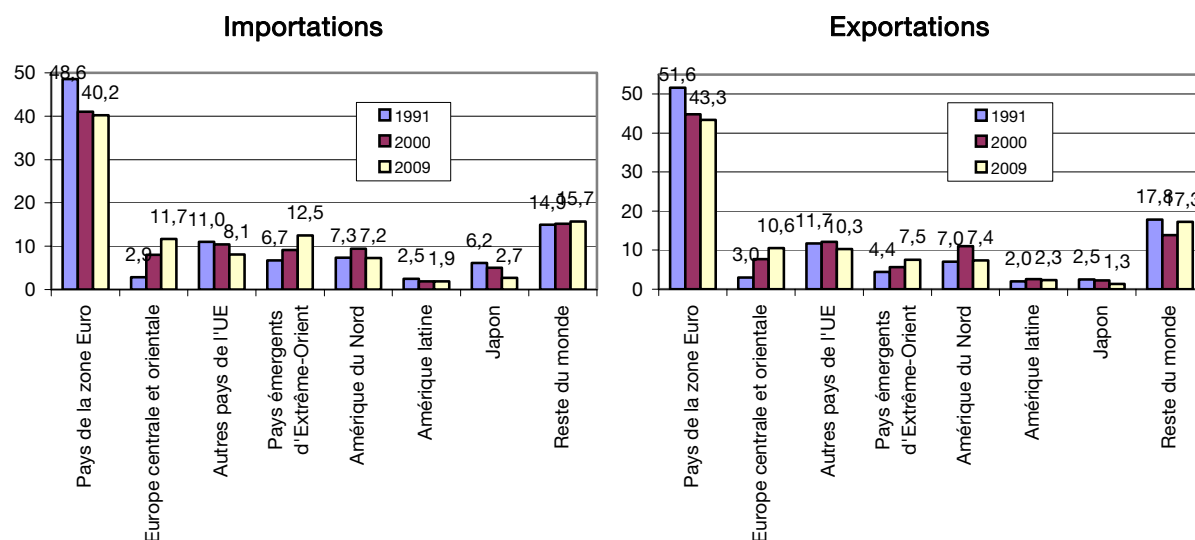
<sup>4</sup> Ce calcul tient compte de l'industrie automobile. Cf. encadré « Divergierende Tendenzen im französischen und deutschen Außenhandel », in Deutsche Bundesbank (2007, p. 20-21).

## Une réorientation à la fois sectorielle et géographique, y compris *via* l'investissement direct à l'étranger (IDE)

Ce renforcement de la spécialisation allemande tient donc lui-même pour une bonne part au fait que l'économie allemande s'est désengagée de la production de biens (ou composants) à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique. En Allemagne, les entreprises renoncent ainsi de plus en plus – mais de façon sélective – à produire ces types de biens moins sophistiqués et préfèrent se les procurer à meilleur compte auprès d'unités de production implantées à l'étranger (*offshoring*).

Cette évolution peut se lire à travers la façon dont a évolué, depuis une vingtaine d'années, la structure géographique du commerce extérieur allemand. Alors qu'il y a vingt ans, les importations allemandes provenaient encore, pour près de la moitié, des 16 pays de l'actuelle Union monétaire, cette part a depuis chuté de près de dix points de pourcentage (graphique n° 10). Inversement, la part relative des importations allemandes en provenance des pays d'Europe centrale et orientale est passée de moins de 3 % à près de 12 % et celle des pays émergents d'Extrême-Orient (principalement la Chine) de moins de 7 % à presque 13 %. Une telle réorientation se retrouve également du côté des exportations allemandes, bien que d'une manière moins prononcée.

**Graphique n° 10 : La structure géographique du commerce extérieur allemand de 1991 à 2009**  
(en pourcentage)



Pays d'Europe centrale et orientale : l'ensemble des PECO (et pays baltes) membres de l'UE, à l'exception de la Slovaquie (membre de l'Union monétaire européenne depuis 2007). Autres pays de l'UE : Royaume-Uni, Suède et Danemark. Pays émergents d'Extrême-Orient : Brunei, Chine, Hongkong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Taïwan et Thaïlande.

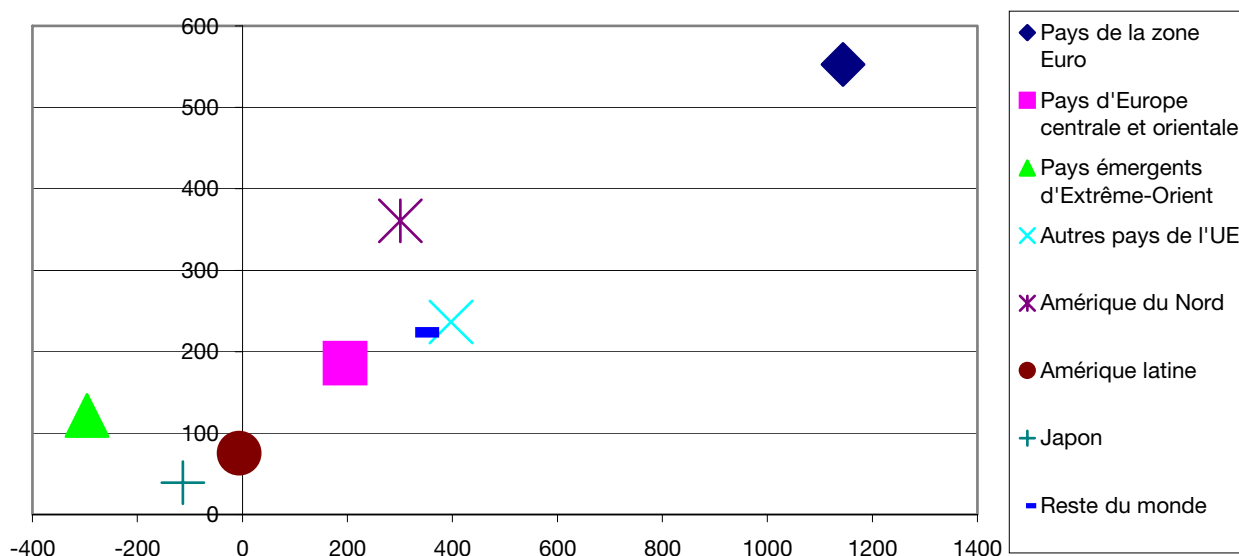
Sources : graphique et calculs du CAS, d'après le rapport SVR (2009b) – pour les années 1991 à 2008 – et les données de la Deutsche Bundesbank et de l'Office fédéral de la statistique – pour 2009

Pour s'approvisionner ainsi à bon compte auprès d'unités de production implantées à l'étranger (*offshoring*), les entreprises allemandes agissent aussi souvent *via* leurs propres filiales. Les stratégies allemandes de délocalisation à l'étranger, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, correspondent assez largement à cette évolution, dans laquelle l'investissement direct à l'étranger (IDE) et le commerce extérieur se combinent avantageusement et, au fond, tendent à renforcer la compétitivité internationale des productions réalisées sur le sol allemand (Lallement, 2006).

## Complémentarité entre IDE et commerce extérieur sur le plan géographique

Illustration de cet effet de complémentarité, le solde du commerce extérieur allemand se révèle assez étroitement lié au degré d'implantation des entreprises allemandes à l'étranger, à en juger par le chiffre d'affaires (CA) réalisé sur place par leurs filiales hors d'Allemagne<sup>1</sup> (graphique n° 11). Ainsi, les groupes de pays vis-à-vis desquels l'Allemagne enregistre les plus gros excédents commerciaux (dans la partie droite du graphique) sont globalement ceux dans lesquels les entreprises allemandes ont le plus investi : les pays de la zone Euro, les pays d'Amérique du Nord, les pays d'Europe centrale et orientale (au sein de l'UE-27) et les autres pays de l'UE-27. Inversement, les seuls grands pays ou groupes de pays vis-à-vis desquels l'Allemagne subit des déficits commerciaux (partie gauche du graphique) sont ceux dans lesquels les entreprises allemandes sont dans l'ensemble le moins implantées : les pays émergents d'Extrême-Orient, ceux d'Amérique latine et le Japon.

**Graphique n° 11 : Le lien, selon les pays partenaires, entre le solde du commerce extérieur allemand de marchandises (axe horizontal) et le CA réalisé par les firmes allemandes à l'étranger, via leurs IDE, en 2007 (axe vertical), tous secteurs confondus (en milliards d'euros)**



Solde du commerce extérieur de marchandises : exportations (fab) moins importations (caf). Pays de la zone Euro : y compris la Slovaquie depuis 2007. Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) : l'ensemble des PECO (y compris les pays baltes) membres de l'UE, à l'exception de la Slovaquie. Autres pays de l'UE : Royaume-Uni, Suède et Danemark. Pays émergents d'Extrême-Orient : Chine (y compris Hong Kong), Corée du Sud, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïwan et Thaïlande.

Source : graphique et calculs du CAS, d'après les données de l'Office fédéral de la statistique et de la Banque fédérale allemande (voir en particulier Deutsche Bundesbank, 2009)

<sup>1</sup> Les données d'IDE proprement dites, qui reflètent surtout les opérations financières (y compris les prêts entre les maisons mères et leur filiales) menées par les firmes multinationales, ne constituent qu'une mauvaise approximation de l'activité « réelle » des entreprises multinationales. Cf. Fontagné et Toubal (2010). Pour apprécier plus précisément cette dernière, il est ici choisi de considérer plutôt les données de CA.

## *Complémentarité entre IDE et commerce extérieur sur le plan sectoriel*

Très perceptible sur un plan géographique, cette complémentarité entre le commerce extérieur et les IDE existe également en termes sectoriels. Elle peut être mise en évidence en croisant, d'une part, le solde extérieur du commerce allemand de marchandises et, d'autre part, le différentiel d'activité des multinationales de part et d'autre de la frontière allemande, en faisant la différence entre le CA réalisé par les firmes allemandes à l'étranger sur place, *via* leurs IDE, et le CA des firmes étrangères en Allemagne, *via* leurs IDE en sens inverse<sup>1</sup>.

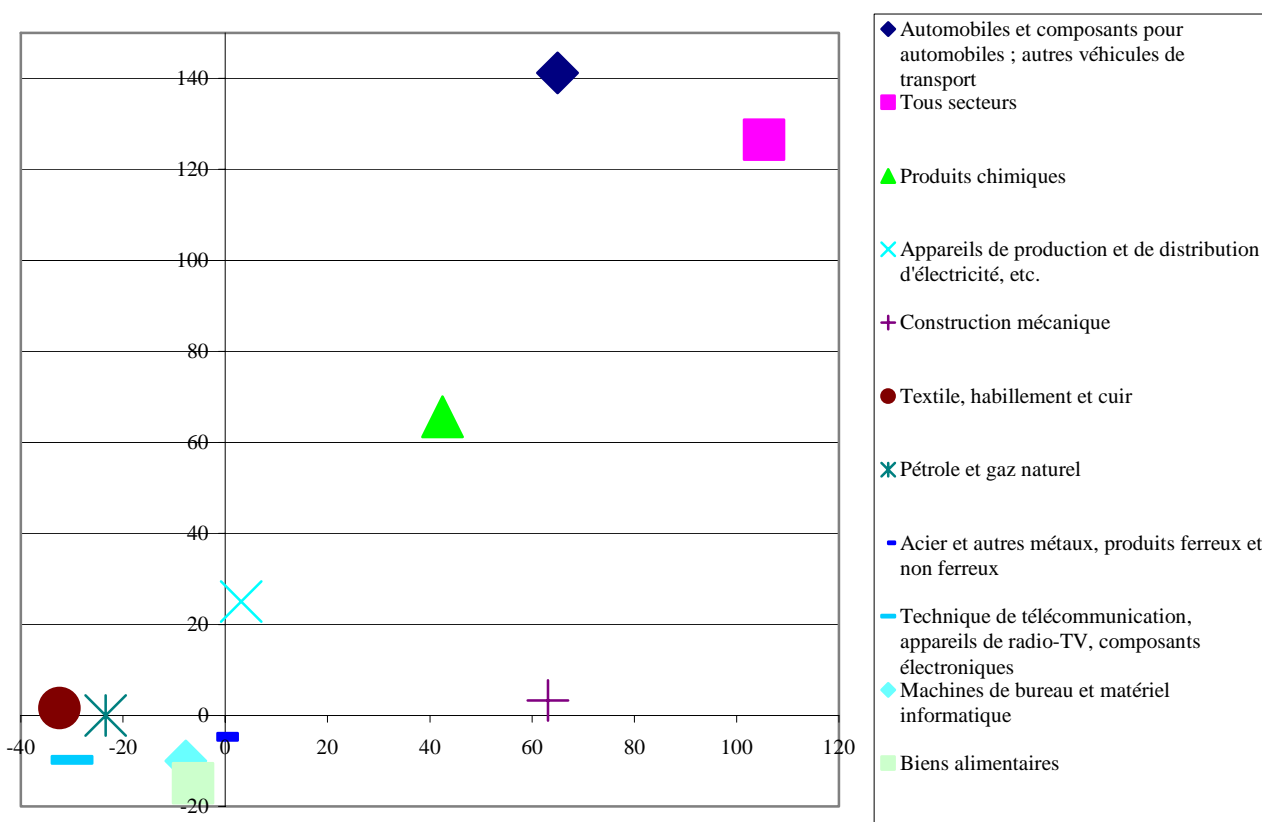
Une typologie en deux ou trois groupes de secteurs peut en être tirée.

- D'un côté (partie nord-est du graphique), en effet, *les quatre principaux secteurs au cœur de la spécialisation allemande font preuve d'un double excédent : à la fois pour le commerce extérieur et sur le plan des IDE*. Il s'agit principalement de la construction automobile, de l'industrie chimique et, bien que de façon moins nette, de la construction mécanique (très important excédent commercial mais guère plus d'ID allemands à l'étranger que d'IDE en Allemagne) et de l'électrotechnique (faible excédent commercial couplé à un excédent modéré des ID allemands à l'étranger sur les IDE en Allemagne).
- De l'autre (partie sud-ouest du graphique), à l'inverse, cinq autres grands secteurs de la classification retenue font globalement preuve d'un double solde négatif, c'est-à-dire tant pour le commerce extérieur que pour les IDE. Il s'agit des biens alimentaires, du matériel informatique, de l'électronique grand public et, bien qu'à un moindre degré, de la production de métaux et produits métalliques (quasi-équilibre tant pour les échanges commerciaux que pour les IDE), ainsi que du secteur des hydrocarbures (très faibles IDE dans les deux sens).
- Enfin, un dernier secteur est très proche numériquement de ce deuxième groupe mais constitue cependant un cas à part, sur le plan analytique : *le secteur du textile, de l'habillement et du cuir*, qui présente à la fois un assez net déficit commercial et un (très léger) excès des ID allemands à l'étranger par rapport aux IDE en Allemagne. Ce dernier secteur correspond ainsi au *cas de figure type de la notion de délocalisation au sens strict*, c'est-à-dire avec, en termes nets, des entreprises d'origine allemande qui se sont surtout implantées à l'étranger pour y produire à moindre coût et qui, en retour, alimentent en grande partie le marché allemand à partir de ces sites délocalisés.

---

<sup>1</sup> Par rapport à ce raisonnement en termes de différentiel (graphique n° 12), le mode de calcul utilisé pour le graphique précédent est *a priori* plus rudimentaire, puisqu'il n'intègre que le seul CA réalisé par les firmes allemandes à l'étranger, faute de données suffisamment détaillées concernant, en sens inverse, les pays d'origine des IDE en Allemagne. Les données publiées par la Bundesbank sur l'activité des multinationales ne sont en effet guère détaillées – sans doute pour des raisons de confidentialité – pour les pays d'origine des IDE en Allemagne. Ce mode de calcul permet cependant d'approximer suffisamment le phénomène étudié dans le graphique n° 11, d'autant plus que beaucoup des pays considérés n'ont opéré que de très faibles IDE en Allemagne.

**Graphique n° 12 : Lien, selon les secteurs, entre le solde du commerce extérieur allemand de marchandises (axe horizontal) et le différentiel d'activité des multinationales de part et d'autre de la frontière allemande (axe vertical)**  
*(moyennes annuelles sur la période 1995-2007, en milliards d'euros)*



L'axe horizontal représente le solde du commerce extérieur de marchandises : exportations (fab) - importations (caf). L'axe vertical représente la différence annuelle moyenne entre le chiffre d'affaires (CA) réalisé par les firmes allemandes à l'étranger sur place, *via* leurs IDE, et le CA des firmes étrangères en Allemagne, *via* leurs IDE en sens inverse. Pour le CA, le total ne porte que sur le secteur manufacturier, alors que, pour le commerce extérieur, il porte sur tous les secteurs. Pour les années antérieures à 1999, le taux de change euro/DM utilisé est le taux officiel 1 euro = 1,95583 DM.

Source : graphique et calculs du CAS, d'après les données de l'Office fédéral de la statistique publiées dans SVR (2008) et d'après différentes éditions de la publication annuelle de la Deutsche Bundesbank sur les stocks d'IDE (Statistische Sonderveröffentlichung 10)

## Un déficit chronique dans le domaine du commerce de services

Très forte dans le domaine industriel, l'Allemagne ne se situe cependant qu'au troisième rang pour les exportations de services, devant la France et la Chine mais derrière les États-Unis et le Royaume-Uni. Dans ce domaine, de plus, elle enregistre – comme le Japon, la Chine et l'Italie – un solde déficitaire (plus de 9 milliards d'euros en 2009), contrairement à des pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, les Pays-Bas ou l'Inde (voir tableaux n° 3 et n° 4).

De façon liée, la part relative des services dans le total des exportations n'est en Allemagne que d'environ 15 %, alors qu'elle est près du double au Royaume-Uni (Werner, 2009).

**Tableau n° 3 : Les principaux pays exportateurs et importateurs de services commerciaux dans le monde, en 2008**

Exportations				Importations			
Rang	Pays	Valeur (Mrd de \$)	Part relative (%)	Rang	Pays	Valeur (Mrd de \$)	Part relative (%)
1	États-Unis	521,4	13,8	1	États-Unis	367,9	10,5
2	Royaume-Uni	283	7,5	2	Allemagne	283	8,1
3	Allemagne	241,6	6,4	3	Royaume-Uni	196,2	5,6
4	France	160,5	4,2	4	Japon	167,4	4,8
5	Chine	146,4	3,9	5	Chine	158	4,5
6	Japon	146,4	3,9	6	France	139,4	4,0
7	Espagne	142,6	3,8	7	Italie	131,7	3,8
8	Italie	121,9	3,2	8	Irlande	106,2	3,0
9	Inde	102,6	2,7	9	Espagne	104,3	3,0
10	Pays-Bas	101,6	2,7	10	Corée du Sud	91,8	2,6

Source : OMC (2009)

Dans le cas de l'Allemagne, le déficit en matière de services est très largement lié aux flux de tourisme (tableau n° 4).

**Tableau n° 4 : Les soldes de la balance des paiements courants de l'Allemagne (en millions d'euros)**

Année	Total	Commerce extérieur		Services			Revenus d'activité ou du patrimoine	Transferts courants	
		Commerce de marchandises	Compléments	Ensemble des services	dont : tourisme	dont : transport		Ensemble des transferts	dont : contribution nette au budget de l'UE
1999	-25 177	65 211	-8 153	-46 035	.	.	-11 405	-24 785	.
2000	-35 236	59 129	-9 072	-49 007	-37 187	3 385	-8 335	-27 949	-12 743
2001	424	95 495	- 7 420	- 49 862	.	.	- 10 932	- 26 856	.
2002	42 974	132 789	-8 553	-35 727	-35 552	2 788	-18 021	-27 518	-7 437
2003	40 932	129 920	-11 141	-34 497	-37 335	1 834	-15 067	-28 283	-9 653
2004	102 888	156 095	-16 447	-29 339	-35 302	3 871	18 772	-27 849	-8 755
2005	114 649	158 179	-14 036	-25 680	-36 319	6 356	24 897	-28 712	-9 788
2006	150 913	159 049	-13 107	-13 986	-32 772	5 690	46 104	-27 149	-8 701
2007	191 267	195 349	-9 818	-13 312	-34 324	6 730	50 642	-31 593	-11 860
2008	165 171	178 297	-12 102	-12 682	-34 646	7 803	44 746	-33 088	-12 474
2009	119 394	135 925	-9 226	-9 437	-33 100	.	33 797	-34 991	.

Données de la Deutsche Bundesbank. Les données pour 2009 sont provisoires.  
Sources : SVR (2009a) et Deutsche Bundesbank (2010)

## **Autre contribution négative à la balance courante allemande : les transferts courants**

Au-delà des échanges de biens et de services, la balance des paiements courants permet de tenir compte également des flux de revenu et les transferts courants réalisés entre les résidents d'une économie et les non-résidents. Du côté des transferts courants, notons que le déficit lié à la contribution nette au budget de l'UE – de l'ordre de 12 milliards d'euros en 2007 comme en 2008 – est très largement compensé par un excédent commercial situé entre 195 et 178 milliards ces deux années, soit environ 15 fois plus.

## **Conséquences pour la « soutenabilité » de ce régime fondé largement sur l'exportation**

Le lien étroit entre, d'une part, ce régime allemand de croissance tirée par l'exportation et, d'autre part, l'importance relative des facteurs de compétitivité hors-coût renforce la « soutenabilité » de ce régime, c'est-à-dire sa capacité à se maintenir dans la durée. Cela vaut d'autant plus que ces facteurs sont *a priori* moins fluctuants et donc plus stables à terme que les autres facteurs pouvant expliquer les performances en matière de commerce extérieur, qu'il s'agisse de compétitivité-coûts<sup>1</sup> ou de décalage entre les rythmes de croissance de la demande intérieure.

En outre, il faut souligner que le « modèle économique » de nombreuses entreprises allemandes repose sur le fait qu'elles destinent leurs produits d'emblée au marché mondial : elles ne seraient pas rentables si elle ne produisaient que pour le marché domestique allemand. Le marché intérieur, pour elles, est plutôt le marché européen. En ce sens, le lien étroit entre ce régime allemand de croissance tiré par l'exportation et ce type de spécialisation particulier signifie qu'il est illusoire d'envisager une réorientation substantielle du « modèle » allemand, tout du moins à court ou moyen terme.

D'éventuels facteurs de réorientation existent cependant potentiellement, à la fois d'ordre interne – en particulier sous la pression des syndicats – et d'ordre externe – compte tenu des tensions apparues au sein de l'UE et, plus globalement, au plan international.

---

<sup>1</sup> « Spécialisation et avantages hors-coûts s'inscrivent dans la durée, dans le moyen-long terme. Tous deux évoluent lentement et sont relativement inertes à court terme, à la différence des avantages-coûts. » (Mathis *et al.*, 1988, p. 238).



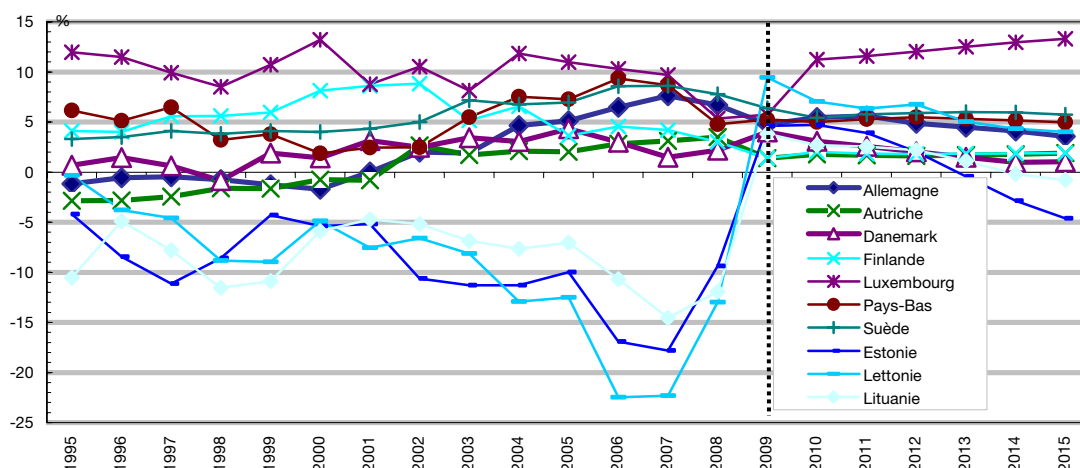
### 3. Des déséquilibres extérieurs porteurs de tensions accrues avec les autres pays de l'UE

En Allemagne même, il serait donc illusoire d'envisager que le régime de croissance se détourne radicalement des échanges extérieurs à brève échéance, compte tenu de la solidité de son ancrage réel. En Europe, plus largement, ce régime témoigne cependant aussi d'une logique d'agglomération en faveur de régions étroitement intégrées sur un double plan industriel et commercial, autour d'un noyau allemand à fort contenu technologique. Sur une échelle micro- et mésoéconomique, ce phénomène de polarisation s'accompagne d'un redéploiement de la chaîne de valeur en aval, vers des pays à faible coût. La réorganisation induite des filières est, certes, favorable au rattrapage des PECO et à la compétitivité allemande mais elle est loin de favoriser une convergence réelle sur l'ensemble de l'espace européen. Ce mode de développement aboutit à un équilibre global de la balance des transactions courantes de l'UE, mais au prix de tensions financières très marquées au sein de l'Union<sup>1</sup>. La question de la pérennité du régime allemand de croissance ne peut ainsi s'abstraire de celle de la soutenabilité de ce processus de développement porteur de fortes asymétries financières à l'intérieur de l'espace européen.

#### Solde des paiements courants : une tendance globale à la divergence en Europe

En matière de déséquilibres extérieurs, deux groupes se distinguent en effet schématiquement, au sein de l'Union européenne (UE-27), au vu des évolutions récentes. D'un côté, un groupe de dix pays<sup>2</sup> tend à dégager un excédent de ses paiements courants ces dernières années et en tout cas entre 2009 et 2011 : outre la plupart des pays d'Europe du Nord (à l'exception des îles britanniques), dont l'Allemagne, on y trouve aussi l'Autriche (graphique n° 13).

**Graphique n° 13 : Solde de la balance des paiements courants : un groupe de 10 pays en excédent ou tendant vers l'excédent, sur la période 2009-2011 (en % du PIB)**



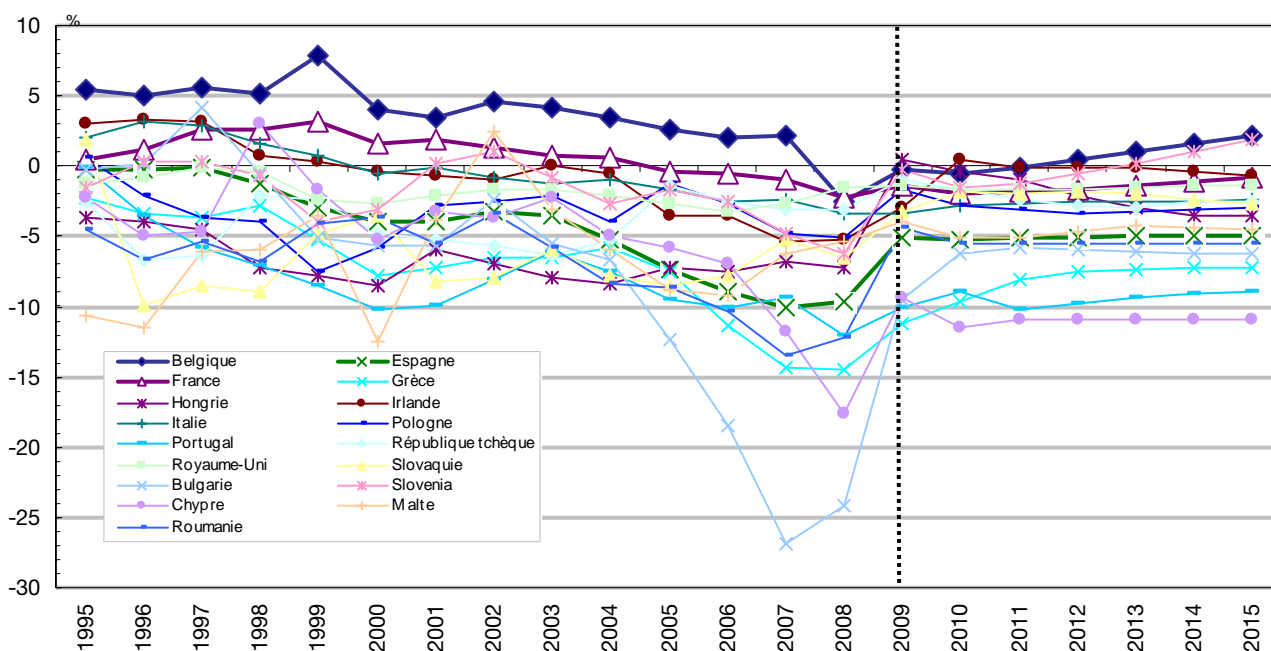
Source : graphique et calculs du CAS d'après les données et prévisions du FMI (avril 2010)

<sup>1</sup> Ce point est également souligné dans l'article de C. Saint-Etienne, « Comment sortir de la crise de l'euro ? L'équilibre de la balance courante est la clé », *Le Monde*, 12 mai 2010.

<sup>2</sup> Dans ce groupe, les trois pays baltes présentent un profil atypique mais leur poids relatif est de toute façon faible.

De l'autre, un groupe de 17 pays enregistre un déficit de paiements courants de façon chronique, notamment sur la même période 2009-2011 : les pays du Sud de l'Europe mais aussi les PECO, ainsi que le Royaume-Uni et l'Irlande ; la France et la Belgique en font partie, même s'ils ne subissent que des déficits modérés, respectivement depuis 2005 et 2008 (graphique n° 14).

**Graphique n° 14 : Solde de la balance des paiements courants :  
un groupe de 17 pays en déficit ou tendant vers le déficit, sur la période 2009-2011**  
(en % du PIB)

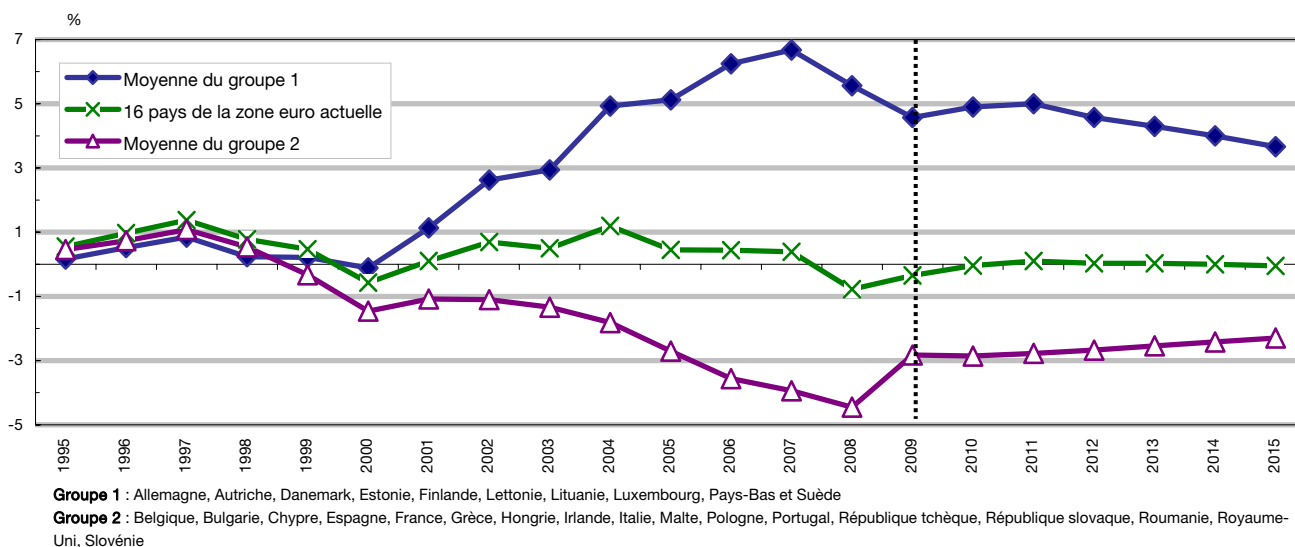


Source : graphique et calculs du CAS d'après les données et prévisions du FMI (avril 2010)

La zone euro, dans son ensemble, dégage un solde de paiements courants modéré, légèrement positif en moyenne mais sans tendance temporelle marquée. Il n'y a donc pas de problème de ce côté. Le vrai sujet est la nette tendance à la divergence globale qui peut être mise en évidence entre les deux groupes de pays distingués précédemment. Cette divergence s'est produite depuis 1999, année de l'entrée dans la dernière phase de l'Union économique et monétaire européenne. On peut en conséquence souligner que l'intégration européenne, depuis une dizaine d'années, a produit en termes d'équilibre extérieur des résultats assez largement asymétriques pour les différents pays membres. Sur ce plan, elle n'a donc pas été synonyme de convergence. En outre, la période récessive 2008-2009 n'a conduit qu'à une atténuation temporaire de ces déséquilibres extérieurs et ces derniers semblent appelés à reprendre à l'horizon des prochains semestres, comme en conviennent plusieurs rapports récents à Bruxelles et en Allemagne<sup>1</sup>. Les prévisions du FMI, quant à elles, indiquent que cette divergence ne se résorbera que partiellement, d'ici 2015.

<sup>1</sup> Voir notamment Commission européenne (2010) et Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose (2010).

**Graphique n° 15 : Une divergence globale entre deux groupes de pays au sein de l'UE-27, pour le solde de la balance des paiements courants (en % du PIB)**



Il s'agit ici de moyennes pondérées.

Source : graphique et calculs du CAS d'après les données et prévisions du FMI (avril 2010)

### ***Quels objectifs de l'UE en termes de croissance et de solidarité entre pays membres ?***

Certes, le fait qu'au sein de l'UE et, *a fortiori*, au sein de la zone euro, il y ait des déséquilibres entre pays en termes de balance des paiements courants n'est pas forcément un problème en soi. Il peut même être considéré comme normal que les pays les plus forts sur le plan du développement structurel financent les déficits de paiements courants des pays moins avancés, au nom d'une logique de rattrapage (Dauderstädt et Hillebrand, 2009). On en revient à la question de base : celle des objectifs de l'UE en termes de croissance, de cohésion et de solidarité entre pays membres<sup>1</sup>.

### ***Que signifie un déficit ou un excédent de balance des paiements courants ?***

Selon un premier niveau d'analyse, un déficit de balance des paiements courants signifie que le pays considéré « vit au-dessus de ses moyens ». En retournant ce principe, un excédent de balance des paiements courants signifierait que le pays considéré vit *au-dessous* de ses moyens, c'est-à-dire sous-exploite les ressources dont il dispose. Pour préciser cette idée intuitive, il est éclairant de confronter l'évolution entre le taux d'épargne et celle du taux d'investissement, au plan macroéconomique.

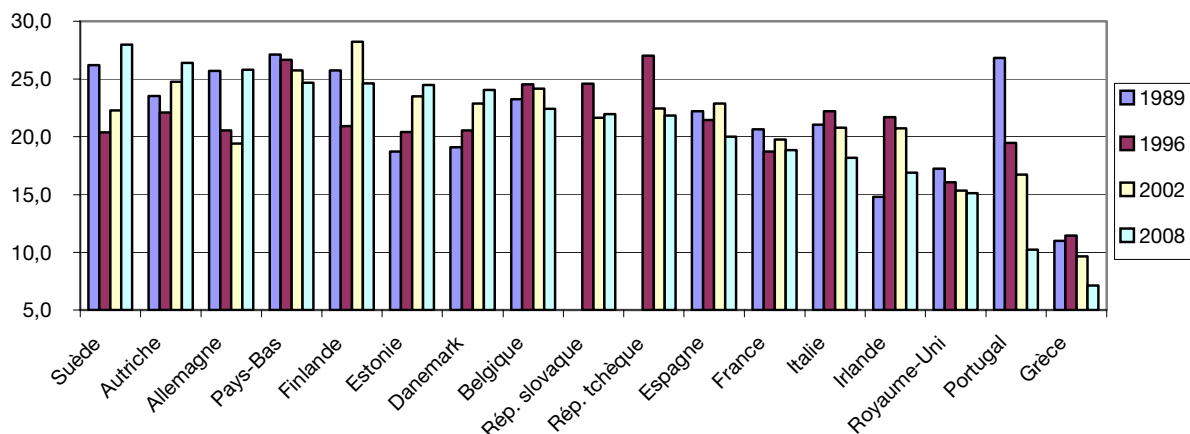
### ***Le taux d'épargne en Allemagne : retour au haut niveau d'avant l'unification***

En RFA, le taux d'épargne nationale brute, après avoir chuté de façon quasi continue de 1989 (près de 26 % du PIB) à 2002 (19,4 %), a très fortement progressé depuis 2003, ce qui lui a permis de dépasser légèrement en 2007 et 2008 son niveau d'avant l'unification, qui

<sup>1</sup> Principalement pour que les pays du sud de l'Europe acceptent le projet d'Union monétaire, il a notamment été institué en 1994, au sein de l'UE-15, un Fonds de cohésion visant à réduire les disparités économiques et sociales entre les pays membres et à stabiliser leurs économies.

constituait lui-même un sommet historique<sup>1</sup>. En 2008, seules la Suède et l'Autriche dépassaient l'Allemagne, sur ce plan, parmi les pays de l'UE.

**Graphique n° 16 : L'évolution du taux d'épargne nationale brute de 1985 à 2008**  
(en pourcentage du PIB nominal)

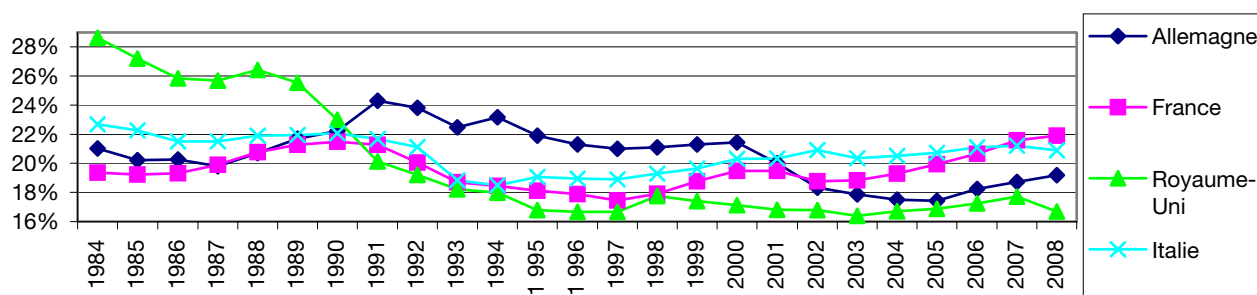


Sources : graphique du CAS, d'après les données de l'OCDE (Perspectives économiques de l'OCDE, diverses éditions)

**Pour le taux d'investissement, à l'inverse, un niveau comparativement bas en Allemagne**

Pour le taux d'investissement, inversement, l'Allemagne s'est clairement située au cours des années 2000 en dessous de son niveau de long terme, à la différence de pays tels que la France ou l'Italie, et même si ce taux a baissé au moins autant au Royaume-Uni, depuis le début des années 1990.

**Graphique n° 17 : L'évolution du taux d'investissement de 1984 à 2008**  
(formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB, aux prix courants)



Sources : graphique et calculs du CAS, d'après les données de l'OCDE (Comptes nationaux des pays de l'OCDE, différentes éditions) et de la Banque centrale européenne (<http://sdw.ecb.eu/>)

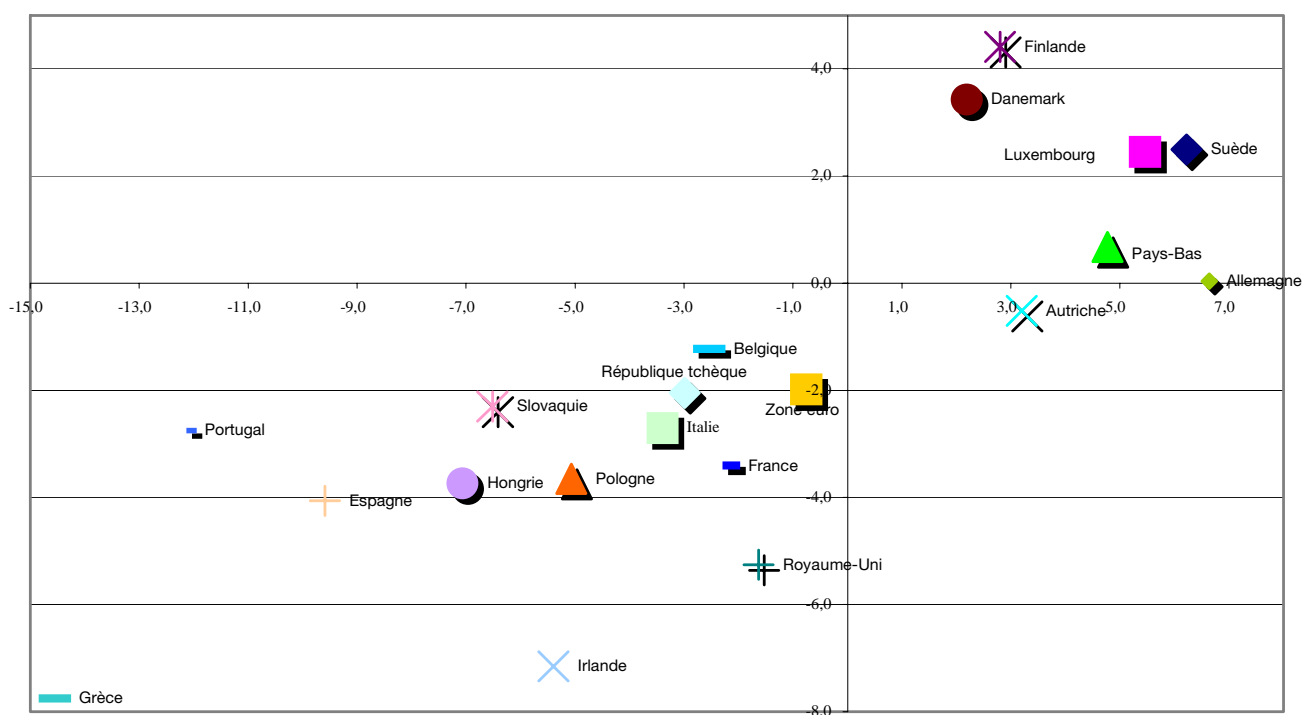
<sup>1</sup> L'évolution est similaire pour le taux d'épargne des ménages. Ce dernier, après avoir chuté de façon continue de 1991 (environ 13 % du revenu disponible) à l'an 2000 (9,2 %), a par la suite progressé d'année en année et devrait culminer en 2010 à 12,3 %, avant de fléchir très légèrement en 2011, selon les prévisions de l'OCDE (OCDE, 2009a).

Cette analyse macroéconomique accrédite donc l'idée que, ces dernières années, si un pays comme la Grèce a vécu « au-dessus de ses moyens », l'Allemagne a pour sa part vécu plutôt « au-dessous de ses moyens », tout du moins de ses moyens *actuels*<sup>1</sup>.

## « Déficit jumeaux » : un lien avec la question du déficit budgétaire

Pour prolonger à ce raisonnement, il est intéressant de se référer à la théorie dite des « déficits jumeaux » (*twin deficits*), selon laquelle un déficit budgétaire tend à se traduire par un déficit externe. Sans préjuger du sens de la causalité, il est en tout cas intéressant de constater qu'il existe globalement un lien entre le solde de la balance des paiements courants (en abscisse) et celui des administrations publiques (en ordonnée), en 2008 (graphique n° 18). Cette année là, en tout cas, tous les pays dont la balance des paiements courants était en déficit présentaient également un déficit budgétaire (partie Sud-Ouest du graphique) ; en ce sens la théorie des déficits jumeaux se vérifie. Symétriquement (partie Nord-Est du graphique), presque tous les pays dont la balance des paiements courants était excédentaire présentaient un excédent budgétaire (à l'exception de l'Autriche, en léger déficit budgétaire).

**Graphique n° 18 : Lien entre le solde de la balance des paiements courants (en abscisse ; en % du PIB) et le solde des administrations publiques (en ordonnée), en 2008**



Lecture: les pays situés à droite de l'axe vertical dégagent un excédent de balance des paiements courants et les pays situés en dessous de l'axe horizontal sont en situation de déficit budgétaire.

Source : graphique du CAS, d'après les données de l'OCDE (OCDE, 2009a)

<sup>1</sup> Concernant les perspectives d'avenir, voir l'argumentaire ci-après, dans la section 4.

## Un excédent commercial au détriment des autres pays de l'UE ?

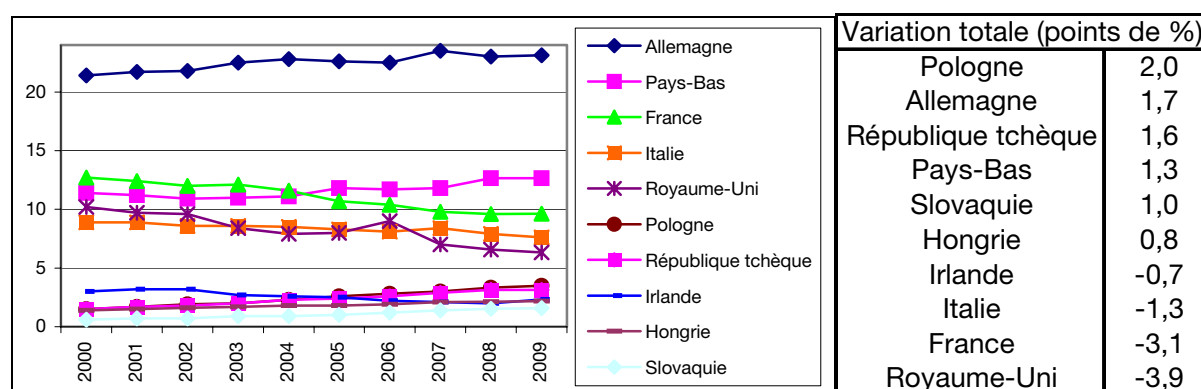
Avant d'élargir la question à l'ensemble des échanges commerciaux, il convient tout d'abord d'examiner les échanges internes à l'UE.

### Le cas des échanges internes à l'UE

Un premier niveau de lecture montre que, depuis le début des années 2000, les échanges internes à l'UE sont marqués par une forte asymétrie entre, d'un côté, l'Allemagne, qui voit s'accroître ses parts de marché de manière presque continue et, de l'autre, des pays tels que la France, qui ont au contraire cédé du terrain pratiquement chaque année. Il serait cependant fallacieux de s'en tenir à ce type de raisonnement en termes de vases communicants, c'est-à-dire de jeu à somme nulle.

Entre l'an 2000 et 2009, certes, la part relative de l'Allemagne dans les exportations internes à l'UE-27 est passée de 21,4 % à 23,1 %, soit un appréciable gain de 1,7 point de pourcentage<sup>1</sup>. Cela étant, sur cette même période, la Pologne a bénéficié d'un plus gros gain (deux points) de parts de marché et d'autres pays tels que la République tchèque, les Pays-Bas, la Slovaquie et la Hongrie ont également assez nettement renforcé leur position respective. Inversement, en tout cas, les plus forts reculs sont clairement du côté du Royaume-Uni et de la France et, à un moindre degré, de l'Italie et de l'Irlande. Cela montre aussi qu'*au sein de l'UE, la part de marché de l'Allemagne s'est moins accrue que n'a diminué celle de pays tels que le Royaume-Uni et la France, confrontés également à la concurrence accrue des pays d'Europe centrale et orientale*. En ce sens, l'appareil industriel et commercial des pays du nord et de l'est de l'Europe a sensiblement gagné en compétitivité sur celui des pays de l'ouest et du sud. L'Allemagne y joue un rôle majeur mais le phénomène est plus large.

**Graphique n° 19 : Parts de marché au sein de l'UE-27**  
**Les plus grandes variations enregistrées de 2000 à 2009**  
*(en pourcentage)*



Parts relatives des pays dans le total des exportations intra zone, c'est-à-dire internes à l'UE-27.

Sources : calculs et graphique du CAS, d'après les données d'Eurostat (External and intra-European Union trade, différentes éditions)

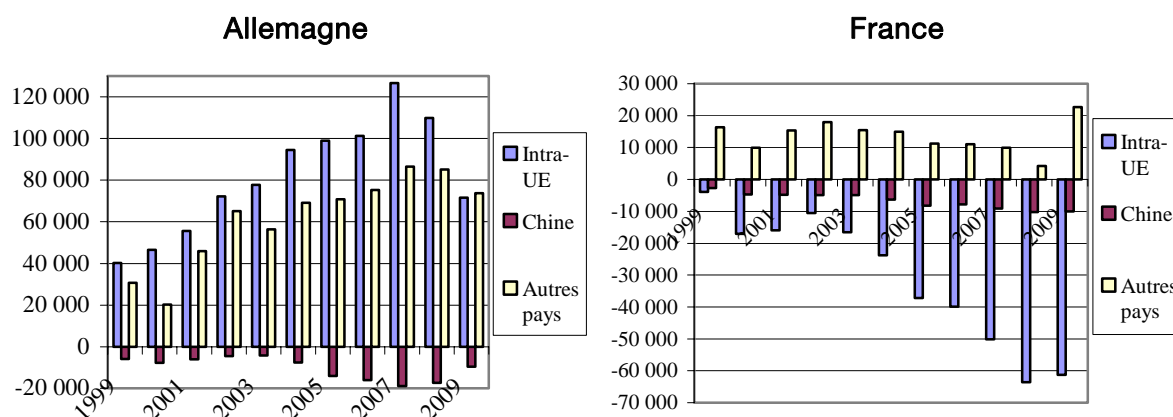
<sup>1</sup> L'analyse montre par ailleurs que les changements récents des échanges intra-UE doivent plus à un phénomène de pur transit (notamment *via* les ports de Hambourg et Brême, concernant l'Allemagne) qu'à l'évolution de la compétitivité-coûts. Cf. Broyer et Brunner (2010).

## Le cas du commerce avec les pays extérieurs à l'UE

Sur la période 1999-2009, certes, les excédents commerciaux dégagés par l'Allemagne ont progressé principalement vis-à-vis des pays de l'UE. Depuis la fin des années 1990 et malgré les ralentissements observés en 2008 et 2009, l'Allemagne a accusé un déficit commercial plutôt croissant vis-à-vis de la Chine.

Cela étant, le solde se révèle plutôt croissant vis-à-vis de l'ensemble des autres pays (graphique n° 20). L'idée selon laquelle le renforcement de la compétitivité allemande, ainsi mesuré, se serait produit spécifiquement au détriment des autres pays de l'UE mérite donc d'être nuancée. Il n'en reste pas moins que, pour un pays tel que la France, la dégradation du déficit commercial est essentiellement due aux échanges intra-UE et en particulier aux échanges avec l'Allemagne, alors que les échanges avec le reste du monde (Chine incluse) sont redevenus globalement excédentaires en 2009.

**Graphique n° 20 : L'évolution du solde commercial de l'Allemagne et de la France vis-à-vis des quelques (groupes de) pays partenaires, entre 1999 et 2009**  
(en millions d'euros)

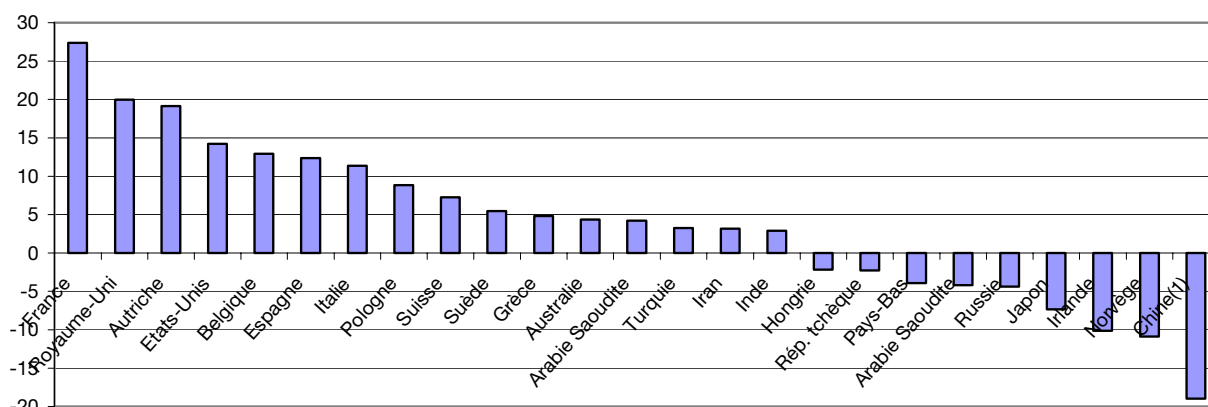


(\*) : exportations (fob) – importations (cif).

Sources : calculs du CAS, d'après les données d'Eurostat (External and intra-European Union trade, différentes éditions)

Pour l'Allemagne, les excédents commerciaux bilatéraux sont actuellement réalisés surtout vis-à-vis des pays de l'UE, avec en première position la France (plus de 27 milliards d'euros en 2009, selon l'Office fédéral de la statistique), alors que le principal déficit est enregistré vis-à-vis de la Chine.

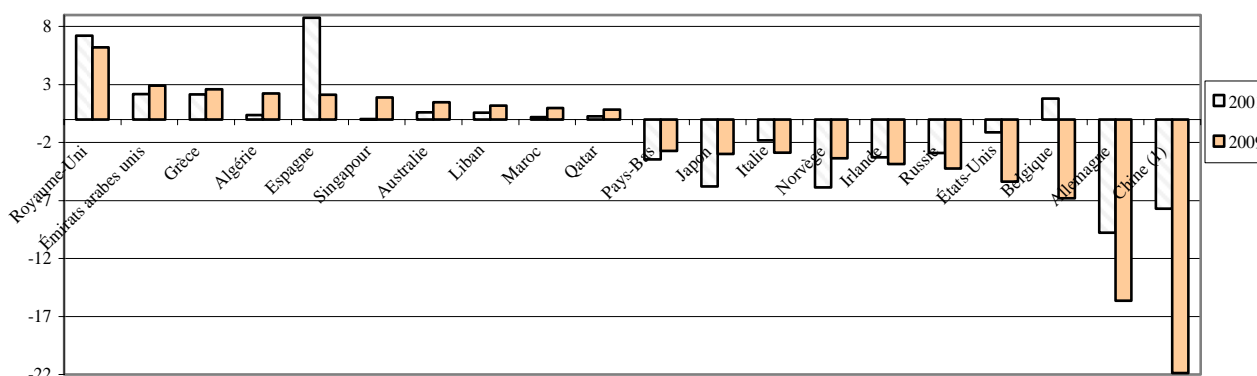
**Graphique n° 21 : Les principaux excédents  
et déficits commerciaux bilatéraux de l'Allemagne**  
(en 2009 ; en milliard d'euros)



(1) : non compris Hong-Kong. Données de l'Office fédéral de la statistique.  
 Source : graphique et calculs du CAS, d'après Statistisches Bundesamt, Außenhandel – Rangfolge der Handelspartner im Außenhandel der Bundesrepublik Deutschland, Wiesbaden, février 2010

Quant à la France, ses deux principaux déficits bilatéraux en 2009 découlent du commerce avec la Chine et avec l'Allemagne. Il en était déjà de même en 2001 mais la hiérarchie s'est inversée entre temps car l'Allemagne dépassait alors la Chine (graphique n° 22). Cela conduit à rappeler que, pour notre pays, l'Allemagne est de longue date une source de déficit commercial. Entre 2001 et 2009, selon les chiffres des douanes françaises, ce déficit bilatéral s'est certes creusé nettement – passant d'environ 10 à près de 16 milliards d'euros – mais bien moins que l'ensemble du déficit commercial français, qui a plus que sextuplé dans l'intervalle – passant d'environ 9 à 57,5 milliards d'euros. Par son ampleur et son importance relative, ce déficit bilatéral ne constitue donc pas une nouveauté et il ne saurait expliquer qu'une partie seulement de la dégradation totale du déficit commercial français.

**Graphique n° 22 : Les principaux excédents  
et déficits commerciaux bilatéraux de la France en 2009**  
(avec les données 2001 pour mémoire ; en milliards d'euros)



(1) : y compris Hong-Kong. Données des Douanes (données brutes, hors matériel militaire : exportations FAB - importations CAF).  
 Source : <http://lekiosque.finances.gouv.fr>



La part relative des exportations allemandes dans le total du volume des importations des pays partenaires de la zone euro s'est accrue de quelque 2,25 points de pourcentage (à environ 19 %) entre 1998 et 2006 mais restait alors inférieure au niveau atteint en 1989 (environ 22,25 %), à la veille de l'unification allemande (Deutsche Bundesbank, 2007). Cela vient rappeler que les excédents commerciaux allemands culminaient déjà à la fin des années 1980 et, au fond, que *la compétitivité allemande repose sur un socle très solide et très durable*.

Au-delà des seuls échanges intra-UE, l'examen de l'ensemble des échanges commerciaux montre que le raisonnement ne doit pas se réduire à une opposition entre l'Allemagne et un pays tel que la France. En d'autres termes, il convient de *dépasser des raisonnements simplistes en termes de jeu à somme nulle, au sein de l'UE*. Le fait est que *le renforcement global des positions allemandes sur le plan commercial ne se limite pas à l'Europe* ; il est quasi général et *renvoie davantage à des facteurs de compétitivité d'ordre structurel qu'à un simple problème de différentiels intra-européens concernant les rythmes de croissance de la demande intérieure*<sup>1</sup>.

## **Quid d'un scénario alternatif dans lequel les salaires auraient davantage progressé ?**

Un important débat n'en demeure pas moins sur la question suivante : le rythme de croissance de l'Allemagne elle-même aurait-il été supérieur si ce pays avait mis moins sur l'exportation et davantage sur sa demande intérieure ? Les avis à ce sujet restent très partagés.

■ La réponse est plutôt négative pour de très nombreux économistes allemands, sans doute même pour la plupart d'entre eux et en tout cas pour les plus libéraux. Ils estiment qu'une stimulation de la demande intérieure – soit par une politique de dépenses publiques, soit par un partage de la valeur ajoutée favorable aux salaires – aurait été globalement défavorable non seulement à la compétitivité internationale des entreprises allemandes mais aussi à l'emploi en Allemagne (Uterwedde, 2009). Même en admettant qu'une part substantielle du chômage allemand soit de nature keynésienne, c'est-à-dire résulte d'une insuffisance de la demande globale, il n'est en effet pas évident que, dans un contexte d'économie ouverte et pour un pays de la taille de l'Allemagne, augmenter du jour au lendemain les salaires – toutes choses égales par ailleurs – conduise à plus de croissance. Pour être efficace, une telle politique de relance économique par la consommation des ménages supposerait dans l'absolu que les politiques macroéconomiques européennes soient davantage coordonnées<sup>2</sup>. Or les experts allemands les plus influents sont notoirement très méfiants envers le principe même d'une telle coordination des politiques macroéconomiques, coordination qu'ils assimilent le plus souvent à un dirigisme inefficace et dangereux<sup>3</sup> ; les mêmes experts rejettent en général les politiques néo-keynésiennes de relance conjoncturelle par la demande, estimant que, pour la performance économique,

---

<sup>1</sup> Symétriquement, comme l'ont montré Fontagné et Gaulier (2008), l'affaiblissement des positions françaises sur le plan commercial est quasi général, depuis le début des années 2000 et il s'explique en grande partie par des raisons d'ordre microéconomique.

<sup>2</sup> La politique suivie en France de 1981 à 1982 témoigne clairement de la difficulté à opérer une relance par la consommation des ménages, dans le contexte de politiques macroéconomiques européennes non coordonnées.

<sup>3</sup> Il semble qu'en matière de coordination de la politique macroéconomique, les gouvernants allemands restent quelque peu traumatisés par l'échec de la tentative de relance de 1978, époque où Bonn, sous la pression du G7, avait accepté de jouer le rôle de la locomotive et mené une relance budgétaire fort coûteuse pour la RFA.

ce qui est déterminant à long terme est le dynamisme de l'offre, qui suppose que les entreprises soient incitées à investir, en anticipant de bonnes conditions de rentabilité<sup>1</sup>. En somme, les experts et décideurs les plus influents en Allemagne restent pour la plupart d'avis que la modération salariale bénéfice à l'emploi et que les gisements de croissance les plus prometteurs se trouvent plutôt à l'exportation que du côté de la demande intérieure.

■ Pour d'autres économistes – notamment chez les sociaux-démocrates ou dans la mouvance des syndicats –, tels que Joebges *et al.* (2009), au contraire, la réponse est clairement positive<sup>2</sup>. Leurs travaux de simulation macro-économétrique les conduisent à conclure que les pratiques allemandes de limitation salariale ont été excessives. Le fait est qu'en Allemagne, la progression récente des salaires a été moindre que celle de la productivité, ce qui a, certes, permis des gains en termes de compétitivité-prix mais a aussi nettement déprimé la demande intérieure, en distordant le partage primaire de la valeur ajoutée en défaveur des revenus du travail. Selon ce chiffrage, la compétitivité des entreprises allemandes aurait pu être préservée et la croissance globale du PIB et de l'emploi en Allemagne aurait été supérieure, *ceteris paribus*, si la progression des salaires nominaux avait été de l'ordre de 3 % par an, ce qui aurait été compatible avec les objectifs de la Banque centrale européenne en matière de stabilité des prix – 2 % par an –, compte tenu de gains de productivité annuels avoisinant 1 % à moyen terme. Les auteurs de cette étude estiment qu'une politique axée à ce point sur la compétitivité internationale ne convient qu'à de petits pays ouverts tels que les Pays-Bas et l'Autriche, et ne saurait réussir pleinement à un pays de la taille de l'Allemagne<sup>3</sup> (Joebges *et al.*, 2009). Dans ce dernier pays, en somme, la focalisation trop exclusive sur l'exportation aurait nettement ralenti le rythme de croissance, depuis une dizaine d'années (Horn, Joebges et Zwiener, 2010).

## L'Allemagne comme pays tirant vers le bas la croissance européenne

Il reste également que si, en termes macroéconomiques, le rythme global de croissance a été plus élevé en Allemagne qu'au Royaume-Uni et qu'au sein de la plupart des autres grands pays de l'actuelle zone euro (Espagne mise à part) sur la période 1985-95, grâce à l'unification allemande, la situation s'est très nettement inversée depuis. Sur la période 1996-2005, la croissance annuelle réelle du PIB observée en Allemagne (1,28 %) a ainsi été en moyenne inférieure de près d'un point de pourcentage à celle de la France (2,22 %) et d'environ 1,7 point à celle du Royaume-Uni (2,97 %). Sur la période 2006-2011, compte tenu de la forte crise actuelle, les prévisions de l'OCDE débouchent sur des taux de croissance moyens tout aussi faibles dans ces différents pays, même si l'Italie semble plus particulièrement affectée. Il est préoccupant de constater que la faible croissance est ainsi devenue un problème général dans les principaux pays de l'UE.

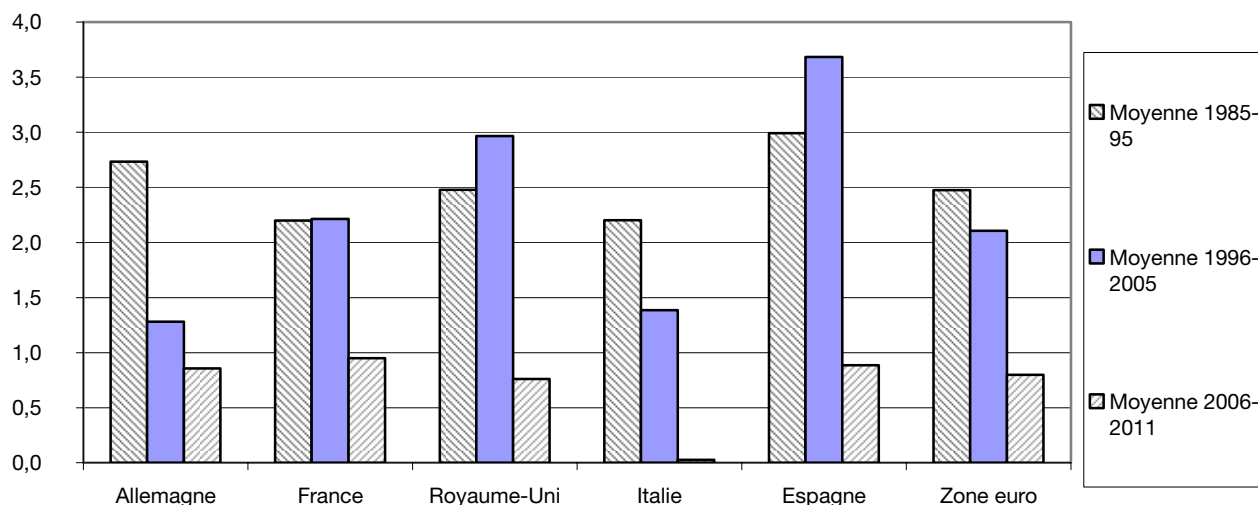
---

<sup>1</sup> Sur ces différents points, voir l'article de P. Plickert « Wehret der Makro-Planwirtschaft », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mars 2010.

<sup>2</sup> Comme l'explique Artus (2010c), dans une perspective similaire, on peut aussi se demander « À quoi aurait ressemblé la zone euro sans les pays du Sud ? » et répondre que la croissance des pays du Nord (dont l'Allemagne) aurait été plus faible : moindres exportations vers le Sud, appréciation du taux de change, etc.

<sup>3</sup> Pour un argumentaire similaire autour de la notion de « petit pays », voir aussi Le Cacheux et Laurent (2007).

**Graphique n° 23 : Les taux de croissance annuels moyens de 1985 à 2011**  
(variation réelle du PIB en %)



Source : graphique et calculs de l'auteur d'après les données de l'OCDE (OCDE, 2009a)

## Une politique souvent perçue à l'étranger comme non coopérative

Il en découle, chez les autres pays européens, une tendance croissante à juger négativement la politique économique allemande. Artus (2009) la qualifie ainsi de non coopérative<sup>1</sup>, voire d'agressive, même s'il estime que des pays comme la France n'ont eux-mêmes pas mené non plus une bonne politique économique globalement, sur l'ensemble de la décennie écoulée. Toujours en France, d'autres experts ont également critiqué la politique menée à Paris mais souligné que les baisses d'impôt décidées à Berlin par la nouvelle coalition gouvernementale à l'automne 2009 continuent d'obéir à une logique de compétitivité accrue, ce qui risque d'accentuer encore le potentiel de divergence entre l'Allemagne et la France<sup>2</sup>.

Si la ministre française de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, a déclaré à la presse<sup>3</sup>, à la mi-mars 2010, qu'elle avait des doutes sur le caractère durable du « modèle » allemand de croissance fondée sur l'exportation, son homologue allemand le ministre fédéral de l'Économie, R. Brüderle, est d'avis que la force allemande à l'exportation ne pose aucun problème<sup>4</sup> et, une semaine plus tard, a présenté un nouvel ensemble de mesures destiné à renforcer les exportations allemandes, principalement vis-à-vis de pays émergents tels que le Brésil<sup>5</sup>. En Allemagne, plusieurs commentateurs trouvent injuste que l'on reproche aux dirigeants de leur pays d'avoir au fond pris (trop) au sérieux les objectifs fixés

<sup>1</sup> Cette politique est non coopérative, dans la mesure où elle repose sur une forte modération salariale et ne peut donc pas être pratiquée simultanément par l'ensemble des pays de l'UE, où l'Allemagne écoule les deux tiers de ses exportations. Si tous ces pays l'adoptaient eux aussi, les ventes allemandes en pâtiraient en effet.

<sup>2</sup> Cf. N. Baverez, « Les liaisons dangereuses franco-allemandes », *Le Point*, 19 novembre 2009.

<sup>3</sup> Cf. l'article de B. Hall, « Lagarde criticises Berlin policy », *Financial Times*, 15 mars 2010.

<sup>4</sup> Cf. l'article « Brüderle über Kritik aus Frankreich : „Politisch verständlich - trotzdem unfair“ », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 mars 2010.

<sup>5</sup> Entre autres mesures, il s'agit notamment de traiter plus rapidement les demandes d'aides publiques en la matière et également d'étendre le réseau mondial des chambres allemandes de commerce extérieur (*Außenhandelskammern*). Cf. l'article « Wirtschaftsminister startet Exportoffensive », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 mars 2010.

lors du sommet européen de Lisbonne, en mars 2000, qui visaient en particulier à faire de l'UE une championne de la compétitivité<sup>1</sup>. Il faut cependant rappeler que la compétitivité n'était que l'un des objectifs fixés alors et qui visaient à ce « que l'Union européenne devienne à l'horizon 2010 l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale. »<sup>2</sup>.

Par suite et tant en France<sup>3</sup> que dans d'autres pays européens tels que le Royaume-Uni<sup>4</sup>, la politique économique menée ces dernières années en Allemagne est de plus en plus souvent accusée d'y avoir excessivement limité la demande intérieure et d'avoir trop misé sur l'exportation, au détriment de la croissance d'ensemble dans la zone euro et de l'intégration européenne. Certains experts allemands eux-mêmes parlent d'une « politique agressive de renforcement de la compétitivité », estimant qu'elle relève d'un comportement de *beggar-my-neighbour* et qualifiant de « mercantilistes » les succès allemands à l'exportation (Dauderstädt et Hillebrand, 2009).

Consacré aux « divergences de compétitivité au sein de la zone euro », un récent rapport de la Commission européenne parvient à une conclusion similaire, bien qu'en termes plus diplomatiques. Reprenant le communiqué publié à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe du 15 mars 2010, il concède que ces divergences ne sont pas seulement dues aux déficiences des pays en déficit de compétitivité et de paiements courants mais aussi aux pays en surplus. Plus encore, il y est souligné que, chez certains de ces derniers, la faiblesse persistante de leur demande intérieure est devenue préoccupante tant pour la zone euro dans son ensemble que pour lesdits pays excédentaires eux-mêmes, comme l'écrit Marco Buti, le directeur général adjoint de la DG Économie et Affaires financières<sup>5</sup>.

Dans son dernier rapport semestriel, le collectif d'instituts d'études économiques mandaté par le gouvernement fédéral en convient lui aussi : la résorption progressive des déséquilibres de paiements courants au sein de la zone euro passe aussi par la relance de la demande intérieure dans les pays excédentaires (Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, 2010).

En somme, la politique allemande menée ces dernières années autour du renforcement de la compétitivité des entreprises a indéniablement été nécessaire pour corriger certains déséquilibres accumulés surtout dans la première moitié des années 1990. Une fois rétablies les fortes performances allemandes à l'exportation et en termes d'attractivité du « site-Allemagne » (*Standort Deutschland*), le balancier semble cependant avoir ensuite basculé un peu trop dans l'autre sens. Pendant une grande partie de la décennie écoulée, les excédents extérieurs allemands ont en effet résulté non seulement d'une force retrouvée à l'exportation mais aussi d'une faiblesse prononcée de la demande intérieure en Allemagne, faiblesse qui a sans doute joué au détriment tant de ce pays que de ses partenaires européens. Une fois cela admis, il reste à se demander quelles réorientations sont envisageables.

---

<sup>1</sup> Cf. l'article de Werner Mussler, « Scheingefechte um die deutsche Exportstärke », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 mars 2010.

<sup>2</sup> [www.eu2007.de/fr/Policy\\_Areas/European\\_Council/Lissabon.html](http://www.eu2007.de/fr/Policy_Areas/European_Council/Lissabon.html).

<sup>3</sup> Voir aussi Duval (2009).

<sup>4</sup> Cf. l'article « The lives of others – Rebalancing the world economy: Germany », *The Economist*, 8 août 2009.

<sup>5</sup> « We do not argue that surplus countries are too competitive. [...] For growth to be balanced, however, export successes should translate into stronger domestic demand, thus boosting imports, too. The structural weaknesses of domestic demand need to be identified and tackled. » (Commission européenne, 2010, p. 5-6).

## 4. Les perspectives d'évolution concernant l'Allemagne

En termes prospectifs, la question centrale est celle de la « soutenabilité » du régime (ou modèle) allemand de croissance tirée par l'exportation. De premiers éléments à ce sujet ont déjà été mentionnés<sup>1</sup>, qui font en particulier ressortir la qualité éprouvée des facteurs de compétitivité hors-coût des entreprises, en Allemagne. Il en découle qu'*a priori*, ce régime bénéficie d'une forte capacité de résilience, à terme. Cette relative stabilité ne vaut cependant que tant qu'un certain nombre de compromis internes et externes le permettent. À cet égard, schématiquement, la durabilité de ce régime ou modèle repose *in fine* sur quatre facteurs critiques :

- le commerce mondial et la façon dont l'Allemagne s'y insère ;
- la démographie ;
- les rapports de force en Allemagne même, notamment concernant les négociations salariales ;
- les relations avec les autres pays de l'UE, en particulier au sein de la zone euro.

### Quelles perspectives d'évolution pour le commerce mondial et quelle place pour l'Allemagne ?

Globalement, tout d'abord, le commerce mondial semble évoluer différemment depuis le déclenchement de la crise. Certes, la croissance du commerce mondial devrait reprendre, avec selon l'OMC une hausse de 9,5 % en volume en 2010, succédant à la baisse de 12,2 % enregistrée en 2009<sup>2</sup>. Sachant que, sur l'ensemble de l'année 2009, la valeur des exportations allemandes de marchandises a reculé de plus de 18 %, revenant à son niveau de 2005, il faudra encore plusieurs années avant qu'elle retrouve les niveaux d'avant la crise. À en croire les prévisions du FMI, qui anticipe une reprise des exportations allemandes d'à peine 5 % en 2010, il faudrait attendre l'année 2015 (tableau n° 5). Plus optimiste, la fédération allemande des exportateurs (BGA) table sur 2013<sup>3</sup>.

**Tableau n° 5 : Les soldes de la balance des paiements courants de l'Allemagne**  
(en milliards d'euros, sauf indication contraire)

Année	Paiements courants		Balance commerciale			Services	Revenus d'activité ou du patrimoine	Transferts courants
	En valeur	En % du PIB	Solde commercial	Exportations	Importations			
2007	183	7,5 %	186	984	798	-13	51	-32
2008	160	6,4 %	178	984	806	-13	45	-33
2009	115	4,8 %	122	796	674	2	26	-35
2010	132	5,4 %	162	832	670	9	-1	-38
2011	138	5,5 %	183	856	673	12	-14	-42
2012	133	5,1 %	193	880	687	15	-28	-47
2013	127	4,7 %	203	910	707	17	-41	-53
2014	121	4,4 %	218	947	729	19	-58	-59
2015	113	4,0 %	232	985	753	21	-74	-65

Les chiffres pour 2009 sont des estimations. Données de la Deutsche Bundesbank et de l'Office fédéral de la statistique ; prévisions du FMI, pour les années 2010-2015.

Source : FMI (2010)

<sup>1</sup> Voir ci-dessus, à la fin de la section 2.

<sup>2</sup> Cf. le Communiqué de presse de l'OMC n° 598, en date du 26 mars 2010.

<sup>3</sup> Voir l'article « Deutscher Export wächst kräftig », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 avril 2010.

Certes, la prudence s'impose d'autant plus que, comme le montre l'analyse économique, il existe dans le commerce extérieur des coûts irrécupérables (*sunk costs*) : une fois qu'une entreprise s'est retirée d'un réseau international de production, elle perd assez rapidement et de façon largement irréversible certains investissements qui lui ont permis de s'intégrer dans un tel réseau (Godart *et al.*, 2009).

### ***Vers une limitation durable des exportations vers les pays de l'UE et les États-Unis ?***

La fragilité économique actuelle de l'Allemagne – y compris sur le plan des banques – tient largement au fait que ce pays a, ces dernières années, exporté des marchandises et prêté du capital à des pays dont la demande intérieure était engagée sur une trajectoire intenable dans la durée (OCDE, 2010). Sachant qu'en 2009, près de 70 % des exportations allemandes ont été absorbés par les autres pays de l'UE et par les États-Unis, l'Allemagne risque ainsi de pâtir durablement du recul de la demande en provenance de ces pays, dont la plupart s'efforcent désormais de réduire le déficit de leur balance des paiements courants. Si cette évolution devrait perdurer, l'Allemagne se trouverait privée d'un des principaux moteurs traditionnels de sa croissance économique. Compte tenu de la reprise hésitante qui se profile dans les pays industriels occidentaux, l'Allemagne devra donc, pour participer pleinement au retour de la croissance, réorienter son commerce extérieur vers les pays émergents et en particulier vers l'Asie. Tous secteurs confondus, des pays comme la Chine représentent ainsi un indispensable potentiel de croissance pour les entreprises allemandes (Langhammer, 2009). Tels Belitz *et al.* (2010), certains experts restent à ce sujet assez optimistes, jugeant qu'au plan mondial, la sortie de crise rime avec une reprise de la demande de biens d'équipement et que l'industrie allemande, forte de son positionnement compétitif, est en mesure d'en profiter pleinement.

### ***Vers une limitation durable des exportations également vers les pays émergents ?***

Une réussite durable sur les marchés émergents n'est cependant nullement garantie. Sachant qu'en 2009, l'Allemagne a cédé à la Chine son titre de premier exportateur mondial, il est tentant d'y voir le symptôme d'un changement sinon de cap, du moins d'époque. Selon le président de la banque centrale allemande, Axel Weber, le rythme de croissance à venir, pour l'Allemagne, risque de se révéler plus faible au cours de la prochaine décennie qu'au cours des décennies écoulées si, indépendamment des conséquences de la crise elle-même, les pays du Sud parviennent à produire eux-mêmes les biens d'équipement dont ils ont besoin pour se développer ; une telle évolution se ferait au détriment de la capacité d'exportation de l'Allemagne<sup>1</sup>.

Depuis l'été 2009, malgré tout, les exportations allemandes ont repris, en particulier à destination des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine. La fédération allemande des exportateurs (BGA) prévoit en conséquence que la forte baisse récente des exportations allemandes (environ 18 % sur l'année 2009) sera suivie d'une hausse de 9 % en 2010<sup>2</sup>.

## **Quel impact des évolutions démographiques sur les comptes extérieurs de l'Allemagne ?**

À plus long terme, en tout cas, l'économie allemande pourrait progressivement redevenir moins « dépendante » à l'égard des exportations et, *ipso facto*, moins sensible aux fluctuations de la demande mondiale, à mesure que le vieillissement de la population rendra

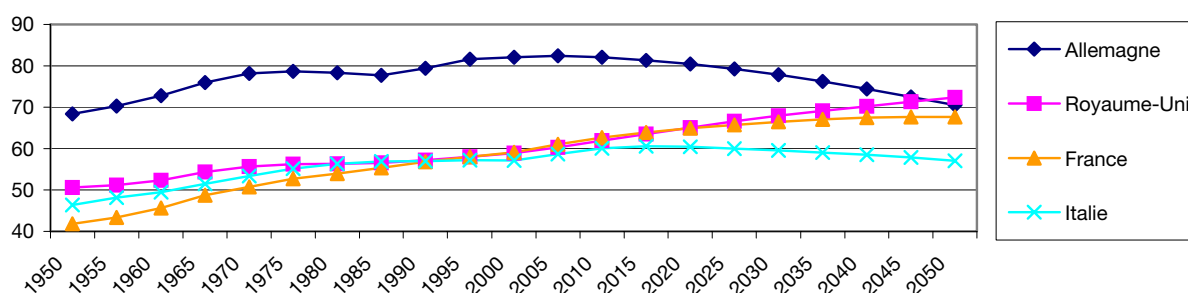
<sup>1</sup> Cf. l'entretien « Bundesbankpräsident hält wenig von Steuersenkungen », *Die Zeit*, 19 août 2009.

<sup>2</sup> Voir l'article « Deutscher Export wächst kräftig », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 avril 2010.

nécessaire une réorientation partielle de l'industrie vers les services de proximité<sup>1</sup>. En Allemagne, ce développement des services devrait notamment concerner des secteurs tels que la santé et l'éducation (Langhammer, 2009). En outre, l'Allemagne dispose à l'avenir de marges d'amélioration en matière de services aux entreprises (McKinsey Germany, 2010) et, plus généralement, de services intensifs en savoir, y compris en termes d'exportations (Achleitner *et al.*, 2009).

Globalement vieillissante, la population de l'Allemagne décline même en termes absolus depuis 2002<sup>2</sup>, car le solde migratoire positif ne compense plus le très net déficit des naissances. Cette tendance est tellement forte que les projections démographiques de l'ONU anticipent un rattrapage progressif de l'Allemagne par le Royaume-Uni et la France d'ici 2050, sur le plan de la population totale (graphique n° 23).

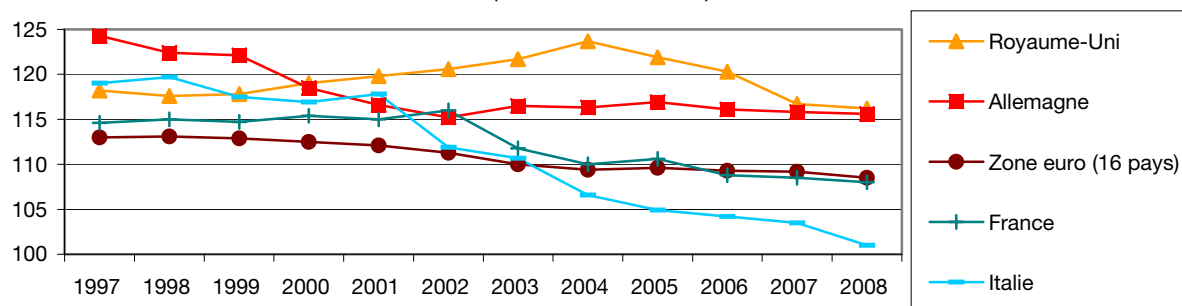
**Graphique n° 24 : Projections de population d'ici 2050**  
(variante centrale ; en millions de personnes)



Source : graphique de l'auteur d'après les projections de l'ONU (United Nation, World Population Prospects: The 2008 Revision, mars 2009, <http://esa.un.org/unpp/>)

En Allemagne, ce facteur démographique contribue ainsi à entretenir la relative faiblesse de la demande intérieure, d'autant plus que, compte tenu du déclin global de la population, même une faible progression du PIB suffit à y assurer une certaine progression du niveau de vie par habitant. Cela explique qu'en termes de PIB par habitant et par rapport à la moyenne des 27 pays de l'actuelle UE, l'Allemagne ait pu, depuis le début de la décennie 2000, mieux maintenir son rang qu'un pays comme la France (graphique n° 25) – dont la croissance globale du PIB a pourtant été supérieure<sup>3</sup> –, malgré le rattrapage de pays tels que l'Espagne, de l'Irlande, la Pologne, la République tchèque, etc.

**Graphique n° 25 : Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat**  
(base 100 : UE-27)



Source : graphique de l'auteur d'après les données d'Eurostat

<sup>1</sup> Cet argument s'inspire de l'article « The lives of others – Rebalancing the world economy: Germany », *The Economist*, 8 août 2009.

<sup>2</sup> Selon les statistiques officielles allemandes, ce déclin représente déjà plus d'un demi-million de personnes en six ans (entre 2002 et 2008). Cf. Statistisches Bundesamt (2009).

<sup>3</sup> Voir les graphiques n° 1 et n° 23.

Pour l'Allemagne, cela dit, de telles évolutions démographiques non seulement dépriment durablement la demande intérieure mais aussi incitent à engranger aujourd'hui des excédents de balance des paiements courants pour constituer une réserve financière en prévision des besoins de demain, sachant que le revenu national allemand sera à l'avenir de plus en plus consacré à financer les retraites<sup>1</sup>. En tant qu'économiste en chef de la Deutsche Bank, Norbert Walter a ainsi déclaré que l'excédent d'épargne actuellement dégagé par l'Allemagne devrait être investi de façon productive dans les pays émergents et permettre à l'Allemagne d'en tirer des revenus à partir de l'année 2020, période où ce pays pourrait durablement basculer dans le déficit commercial, face à la concurrence grandissante des nouveaux pays industriels<sup>2</sup>. L'idée sous-jacente est aussi qu'*a contrario*, il serait moins efficace que l'Allemagne investisse chez elle plutôt que dans des pays à balance des paiements déficitaires – y compris en Espagne, en Irlande, en Grèce, au Portugal, etc. –, où la rentabilité marginale du capital est supposée plus élevée (Artus, 2010b).

En somme, le facteur démographique exerce des effets de sens contraire et décalés dans le temps : à long terme, il pourrait affaiblir progressivement les excédents extérieurs de l'économie allemande (tout du moins dans l'industrie) mais, dans l'immédiat, l'anticipation de ces évolutions incite la population allemande à constituer une sorte de réserve d'épargne, en prévision des évolutions futures.

Outre le facteur démographique et hormis l'évolution du commerce mondial et de la place que l'Allemagne pourrait y jouer, d'autres facteurs de changement pourraient jouer. Comme déjà indiqué, il s'agit aussi des rapports de force en Allemagne même (rôle des partenaires sociaux pour les négociations salariales, compromis politiques sur les questions fiscales, etc.) et des relations avec les autres pays de l'UE, en particulier au sein de la zone euro.

## **Les moteurs de la croissance allemande, à moyen terme : une esquisse de scénarios**

À moyen terme, le plus probable est que l'économie allemande continue de fonder sa croissance pour une grande part sur l'exportation. Cela tient notamment aux facteurs de compétitivité structurelle déjà mentionnés. En outre, les investissements de capacité ne devraient reprendre que lentement en Allemagne, d'autant plus qu'avec la tendance à la montée du chômage et compte tenu des augmentations salariales prévisibles, les hauts niveaux de taux d'épargne tendront à limiter la consommation des ménages (OCDE, 2010). Cela dit, la reprise des exportations allemandes risque fort de se faire sur une trajectoire plus basse que celle d'avant la crise (FMI, 2010). La focalisation actuelle sur l'exportation sera donc vraisemblablement atténuée à l'avenir. Étant donné le degré d'incertitude, cela peut donner lieu schématiquement à deux types de scénario.

### **■ Scénario 1 : Accentuation des contrastes, avec risques de rupture**

L'Allemagne continue de fonder sa croissance de façon prédominante sur l'exportation, *via* un système fiscal approprié et une modération persistante des salaires et des coûts de la protection sociale. Avec l'accélération du déclin démographique, l'économie allemande tend à reconstituer des excédents de balance des paiements courants et à les utiliser en grande partie pour effectuer des investissements dans les pays à croissance rapide. Le

---

<sup>1</sup> Voir Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose (2010), p. 84, et McKinsey Germany (2010), p. 8.

<sup>2</sup> N. Walter, « Exportweltmeister auf Sinnsuche », article paru dans *Die Welt am Sonntag* en juin 2009 et repris dans la rubrique « Aktueller Kommentar » de la Deutsche Bank Research, 16 juin 2009.



partage de la valeur ajoutée tend à nouveau à se déformer en défaveur des salaires. À cet égard, ce scénario équivaut à un retour aux tendances récentes, voire à leur exacerbation. Il conduit à une accentuation des inégalités, dans le contexte des très fortes restrictions budgétaires imposées par le mécanisme constitutionnel de frein à la dette (*Schuldenbremse*) institué en 2009.

Sur le plan international, la modération des salaires et des coûts de la protection sociale contribue à maintenir un rythme de croissance plus faible en Allemagne que dans la plupart des autres pays de l'OCDE et de l'UE. Pour les produits allemands, les débouchés dans de nombreux pays de l'UE croissent durablement moins vite que dans le passé, ce qui oblige nombre d'entreprises exportatrices allemandes à réviser leur positionnement concurrentiel et à s'engager de plus en plus sur les marchés des pays émergents. Les facteurs de compétitivité hors-prix leur permettent de préserver à terme leur performance à l'exportation et, plus généralement, leur bonne insertion dans les échanges internationaux. Dans cette configuration et à supposer que la coordination des politiques économiques au sein de l'UE se limite à la consolidation budgétaire (réduction des déficits), la remontée et l'accentuation des déséquilibres entre les différents pays est susceptible de conduire à nouveau à de très fortes tensions au sein de l'Union monétaire, voire à l'éclatement de cette dernière.

### ■ **Scénario 2 : Vers plus de convergence macroéconomique et d'intégration politique et budgétaire en Europe**

Par rapport aux tendances récentes, dans ce scénario alternatif, la croissance de l'économie allemande continue de se fonder en partie sur l'exportation mais de manière moins prononcée. Plus diversifiée, elle repose davantage que dans le passé sur certains éléments de la demande intérieure, dont la consommation des ménages – *via* une progression plus soutenue des salaires – mais aussi l'investissement des entreprises et des administrations publiques.

Sur le plan international, l'Allemagne contribue ainsi à la résorption de certains déséquilibres extérieurs. L'UE, de son côté, accentue ses efforts en vue de plus de convergence macroéconomique, en allant vers plus de coordination des politiques économiques, voire (à plus long terme) vers plus d'intégration au plan politique et budgétaire, en partie *via* des mécanismes relevant d'une sorte de fédéralisme fiscal<sup>1</sup>. En termes de coordination des politiques économiques, *a minima*, l'UE s'astreint en particulier à surveiller l'évolution des balances des paiements courants<sup>2</sup> et de l'endettement des ménages, dans le cadre plus large d'une politique<sup>3</sup> s'efforçant de faire à nouveau converger les économies des pays membres<sup>4</sup>. Dès lors que ce second scénario suppose ainsi des inflexions notables par rapport aux tendances du passé récent, il peut *a priori* être considéré comme le moins probable des deux, tout du moins à court terme. Dans la mesure où il est plus stable, il a cependant des chances raisonnables d'advenir et de succéder au scénario 1.

---

<sup>1</sup> « L'Allemagne, notamment, va devoir faire face à une alternative difficile : payer pour les pays du sud de l'Europe ou se résigner à la fin de l'euro ? À elle seule, cette question met en évidence l'élément qui est au centre de la crise : l'avenir du projet européen » (J. Fischer, « Les leçons de la crise grecque », *Le Figaro*, 3 mars 2010).

<sup>2</sup> Cf. l'article de C. Saint-Etienne, « Comment sortir de la crise de l'euro ? – L'équilibre de la balance courante est la clé », *Le Monde*, 12 mai 2010.

<sup>3</sup> Telle pourrait être l'une des dimensions de la « stratégie UE 2020 » actuellement en cours d'élaboration à Bruxelles.

<sup>4</sup> Cf. l'article de T. Chopin et J.-F. Jamet, « Comment intégrer l'économie européenne ? », *La Tribune*, 19 mars 2010.

## 5. Quelques orientations de politique économique

Qu'en déduire pour les orientations à venir de la politique économique allemande ? Un relatif consensus – y compris au sein des organisations internationales – finit ainsi, malgré tout, par se dégager autour de la nécessité sinon d'un changement de cap, du moins d'une nette inflexion. L'Allemagne, si elle veut bénéficier d'une reprise substantielle, doit à l'avenir diversifier les sources de sa croissance et en conséquence dynamiser davantage sa demande intérieure (OCDE, 2010). Une telle réorientation contribuerait à la résorption des déséquilibres extérieurs, au sein de la zone Euro comme plus largement au plan international (FMI, 2010). Le vrai débat porte désormais plutôt sur la manière dont l'Allemagne pourrait miser ainsi davantage sur sa demande intérieure.

### Relancer la consommation des ménages par des augmentations de salaire ou par une politique de redistribution

#### ■ *Relancer la consommation des ménages par des augmentations de salaire*

Sachant que la politique salariale constitue en Allemagne une prérogative exclusive des partenaires sociaux (*Tarifautonomie*), ancrée dans la Loi fondamentale (cf. Brenke, 2009b), et étant donné que l'Allemagne est dépourvue de salaire minimum légal interprofessionnel, contrairement aux trois quarts des autres pays de l'UE<sup>1</sup>, les experts allemands rejettent le plus souvent le principe même d'une politique générale visant à relever les salaires, jugeant en outre qu'une relance de la consommation des ménages n'aurait que des effets à court terme et serait à la longue dangereuse. L'une des raisons avancées est qu'il est souhaitable de favoriser l'épargne des ménages allemands, pour préparer leur départ à la retraite (Blot et Kooths, 2009). Certains de ces experts ajoutent cependant qu'il ne serait pas forcément néfaste d'accroître le pouvoir d'achat des ménages à travers les budgets publics. Par quel canal plus précisément ? Compte tenu de la nécessité de réduire les déficits publics, une stratégie d'allègement d'impôts est le plus souvent considérée comme irréaliste, dans le contexte actuel<sup>2</sup>. Au total, une reprise de la consommation des ménages est jugée souhaitable mais les experts estiment qu'il s'agit là d'une hypothèse peu réaliste, dans les circonstances actuelles<sup>3</sup>.

#### ■ *Miser plutôt sur une politique de redistribution*

En tout cas et plutôt que corriger le partage primaire de la valeur ajoutée, en redressant la part des revenus du travail (salaires) par rapport à ceux de l'activité entrepreneuriale (profit), il pourrait être plus efficace de modifier la répartition des revenus entre les différents niveaux de salaires, notamment par le biais d'instrument redistributifs tels que les impôts et les transferts sociaux. Dans une telle perspective, Horn, Sturn et Treeck (2010) soulignent qu'en Allemagne, les ménages les plus défavorisés ont dû réduire leurs dépenses de consommation ces dernières années, de sorte qu'une correction en faveur de moindres inégalités de revenus aurait pour effet de réduire le taux d'épargne global des salariés et,

---

<sup>1</sup> Au sein de l'UE-27, 21 pays sont actuellement pourvus d'un tel salaire minimum légal. Cf. Vaughan-Whitehead (2010) et l'article d'A. Carasco, « Le salaire minimum gagne du terrain en Europe », *La Croix*, 16 mars 2010.

<sup>2</sup> Sur tous ces points, voir l'article de P. Plickert « Wehret der Makro-Planwirtschaft », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mars 2010.

<sup>3</sup> Voir par exemple McKinsey Germany (2010), p. 9.

par ce biais, de stimuler globalement la consommation des ménages. À Berlin, une telle option est cependant davantage portée par l'actuelle opposition que par la coalition gouvernementale. Elle est donc loin d'être la plus probable *a priori*.

## Renforcer la demande intérieure par d'autres canaux

### ■ *S'inspirer du « modèle » danois de « flex-sécurité »*

Les pouvoirs publics allemands peuvent également agir sur la demande intérieure par d'autres moyens. Selon une étude de l'Institut d'économie mondiale (IfW, Kiel), une possibilité passerait ainsi par un système inspiré du système danois de « flex-sécurité », c'est-à-dire en combinant flexibilisation du marché du travail et dispositifs publics d'aide à l'embauche ou à la formation. En l'espèce, le système préconisé de coupons à l'embauche (*Einstellungsgutscheine*) se ramène à une subvention salariale, de durée limitée, qui serait accordée aux employeurs recrutant des chômeurs de longue durée ou des personnes faiblement qualifiées. Le niveau de la subvention, dégressif dans le temps, serait proportionné à la durée de la période de chômage et au niveau de qualification. Permettant d'économiser les coûts liés au chômage, un tel dispositif s'autofinancerait, au-delà d'une période de mise en place de deux à trois ans (Boss *et al.*, 2009). Une telle proposition est d'autant plus d'actualité que le gouvernement fédéral doit réformer les dispositions dites « Hartz-IV », concernant les aides aux chômeurs de longue durée, depuis qu'un récent arrêt du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe (février 2010) a demandé d'en revoir le mode de calcul<sup>1</sup>.

### ■ *Faire financer par le contribuable une partie du chômage partiel*

Dans une optique similaire et en tout cas pour préserver les compétences des salariés déjà pourvus d'un emploi, le gouvernement fédéral actuel et son prédécesseur ont déjà pris de très importantes mesures consistant pour le contribuable à financer une partie des coûts du chômage partiel. De telles mesures ne peuvent cependant être que transitoires<sup>2</sup>, surtout car les prolonger durablement non seulement amplifierait la dualisation du marché du travail (opposition schématique entre les emplois « normaux » relativement protégés et les emplois précaires), mais aussi suspendrait l'incitation des salariés à passer d'emplois menacés à des emplois plus porteurs et, par ce biais, conduirait *in fine* à freiner les nécessaires changements de structure (OCDE, 2010).

### ■ *Relancer l'investissement des administrations publiques (« dépenses d'avenir »)*

Après les mesures temporaires de subventionnement du chômage partiel, le relais pourrait être pris par une relance dans le domaine de l'investissement des administrations publiques, dans la mesure où un certain besoin de rattrapage s'y fait jour. Du reste, il faut ici raisonner en termes d'investissements publics au sens large, en y incluant non seulement les infrastructures mais aussi les dépenses en matière d'éducation et de formation, même si

---

<sup>1</sup> Voir aussi le communiqué de presse de l'institut IfW « Snower: Beschäftigungsgutscheine effektiver als Reparaturen am Arbeitslosengeld oder an Hartz IV », en date du 23 mars 2010.

<sup>2</sup> Au début du printemps 2010, la Chancelière fédérale a cependant annoncé que le dispositif exceptionnel d'extension du chômage partiel décidé en 2009, qui devait en principe arriver à son terme fin 2010, sera prolongé d'une année, à la charge de l'Office fédéral de l'emploi et donc du contribuable ; cf. l'article « Merkel will Kurzarbeit verlängern », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1<sup>er</sup> avril 2010.

ces dernières sont comptabilisées comme des dépenses de fonctionnement<sup>1</sup>. De telles dépenses peuvent être considérées comme des dépenses préparant l'avenir et qui sont, de ce fait, compatibles – à terme – à la fois avec la consolidation budgétaire et avec l'amélioration du bien-être des générations futures<sup>2</sup>. En la matière, une comparaison européenne montre qu'en Allemagne, les principaux besoins se font jour dans le domaine de l'éducation-formation (*Bildungswesen*), de la santé et de l'efficacité énergétique, ainsi que, bien qu'à un moindre degré, en matière d'infrastructures numériques (réseaux à haut débit ou câbles en fibre optique) et dans le domaine de l'innovation et de la R & D<sup>3</sup>. Un plaidoyer similaire en faveur d'« investissements d'avenir » – en l'espèce surtout en matière d'éducation-formation et d'innovation – se trouve aussi dans le dernier rapport annuel du Conseil des experts économiques, les « Cinq sages » (SVR, 2009a).

### ■ *Des mesures en faveur de l'investissement privé*

Cela dit, prendre des mesures en faveur de l'investissement privé constitue aussi une orientation des plus prometteuses : elle comporte moins d'inconvénient que d'éventuelles mesures en faveur de la consommation des ménages<sup>4</sup>, permet elle aussi de renforcer la demande intérieure et correspond à un vrai besoin, dès lors que l'investissement privé a chuté à des niveaux comparativement bas en Allemagne, depuis près d'une décennie. Elle est proposée dans le dernier rapport commun effectué par un collectif d'instituts d'études économiques, à la demande du gouvernement fédéral dernier (Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, 2010). Même si elle n'est pas forcément la plus facile à réaliser, une telle orientation est aussi *a priori* la plus neutre sur le plan idéologique car elle relève au fond autant d'une politique de stabilisation par la demande que d'une politique d'offre, à plus long terme : les dépenses d'investissement font en effet partie de la demande intérieure mais permettent en même temps de renforcer l'appareil de production.

Dans l'immédiat et pour les raisons indiquées, les pistes les plus crédibles concernent plutôt les derniers éléments mentionnés et en particulier les mesures en faveur des investissements publics et privés. Cependant, aucune de ces options ne suffira à elle seule à provoquer le rééquilibrage souhaitable, et seule une combinaison de plusieurs d'entre elles pourrait produire à terme une reprise substantielle de la croissance allemande, reprise qu'amplifierait une relance du processus politique d'intégration européenne.

## Quelques enseignements pour les pouvoirs publics en France

Ces possibles réorientations concernant l'économie et la politique économique en Allemagne conduisent en outre à formuler quelques recommandations de politique économique à l'adresse des pouvoirs publics en France.

---

<sup>1</sup> Pour ce type de « dépenses d'avenir », il est en outre pensable de recourir à des modes de financement autres que l'impôt, avec l'exemple des frais d'inscription – dans le cas de l'enseignement supérieur – ou celui des péages – dans le cas des autoroutes. Cf. Blot et Kooths (2009), ainsi que McKinsey Germany (2010).

<sup>2</sup> « Spending, especially on investments in education, technology, and infrastructure, can actually lead to lower long-term deficits. » (extrait de l'article de J. Stiglitz, « Dangers of deficit-cut fetishism », *The Guardian*, 7 mars 2010).

<sup>3</sup> Cf. DIW econ GmbH (2009). Cette étude ajoute qu'à l'inverse, l'Allemagne ne présente globalement pas de déficit dans le domaine d'infrastructures de base telles que les routes, les voies ferrées et les voies fluviales.

<sup>4</sup> À ce sujet, voir ci-dessus (section 3), le paragraphe intitulé « *Quid* d'un scénario alternatif dans lequel les salaires auraient davantage progressé ? ».

Tout d'abord, une réorientation éventuelle de la politique économique allemande en faveur de la demande intérieure n'aura qu'un effet assez modéré sur les déséquilibres financiers intra-européens. De leur côté, les décideurs en France devraient en parallèle intensifier leur politique d'investissement et d'incitation en faveur du renforcement de la compétitivité hors-coût de l'appareil productif. Les responsables français en charge de la coopération franco-allemande pourraient aussi utilement plaider auprès de leurs homologues allemands en faveur d'une réflexion commune sur la question des « dépenses d'avenir », en mettant en avant l'idée que se concerter sur les priorités en la matière permettrait de forger une vision partagée des principaux enjeux de demain et, *ipso facto*, constituerait un bon moyen de préparer les réformes qui en découlent, afin de renforcer durablement un potentiel de croissance mis à mal par la crise<sup>1</sup>.

Ensuite, il importe dans le cadre des négociations bilatérales d'anticiper le mieux possible les évolutions de l'économie et de la politique économique outre-Rhin. En particulier, comme le montre la présente analyse, il s'agit de mieux cerner et prendre en compte certains traits structurels et certaines évolutions spécifiques à l'économie allemande, sans lesquels il n'est pas possible de comprendre le rôle désormais joué par l'insertion allemande dans les échanges internationaux :

- les liens entre la modération des coûts de main-d'œuvre et la réforme des systèmes de protection sociale (lutte contre le chômage de longue durée, préparation des départs à la retraite, etc.) ;
- les liens entre la compétitivité hors-prix et les performances en matière d'innovation ;
- les liens entre le commerce extérieur et les investissements directs (stratégies d'*outsourcing*) ;
- le vieillissement de la population et le déclin démographique, qui joue en partie négativement sur le besoin (sinon sur le potentiel) de croissance de l'économie allemande ;
- etc.

De plus, certaines décisions de politique économique envisagées ou déjà prises outre-Rhin méritent une plus grande attention en France. Indépendamment de tout souci de *benchmark*, ce besoin d'analyse vaut pour toute décision de politique publique appelée à exercer des effets considérables non seulement sur l'économie allemande elle-même mais aussi sur les autres pays de l'UE. Tel est particulièrement le cas pour le « frein à la dette » (*Schuldenbremse*), mécanisme inscrit dans la Loi fondamentale allemande en 2009 et qui impose le rééquilibrage des comptes publics d'ici la fin de la décennie<sup>2</sup>. Il convient en conséquence de promouvoir les lieux d'expertise existants sur ces différents sujets, au sein de la sphère ministérielle comme au-delà.

---

<sup>1</sup> Jusqu'à présent, les deux pays ont conçu et mis en place séparément leurs stratégies respectives en matière scientifique et technologique, avec en France la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) et le « grand emprunt » lancés en 2008-2009 et, du côté allemand, la *Strategie High-Tech* menée depuis 2006.

<sup>2</sup> Outre-Rhin, cette règle constitutionnelle limite le déficit budgétaire (structurel) à 0,35 % du PIB pour l'État fédéral à partir de 2016 et le prohibe à l'échelle des *Länder* à partir de 2020. En 2009, il était estimé que cette nouvelle disposition impliquerait pour l'État fédéral, à elle seule, des économies budgétaires d'environ 37 milliards d'euros (SVR, 2009). Au printemps 2010, après une révision à la baisse des prévisions de recettes budgétaires, cette somme est désormais évaluée à environ 60 milliards d'euros de 2011 à 2016, soit 10 milliards par an ; cf. la dépêche Reuters « FDP will weiter Steuern senken - Merkel will sparen », en date du 15 mai 2010.

Enfin et surtout, les divergences européennes actuelles en matière de compétitivité et de soldes extérieurs soulignent de façon pressante combien il importe de donner un contenu précis et opérationnel aux notions de coordination des politiques économiques et de « gouvernement économique européen »<sup>1</sup>, auxquelles Berlin et Paris n'accordent traditionnellement pas la même signification. Pour l'essentiel, il s'agit de remédier aux déficits de construction de l'Union économique et monétaire européenne, telle qu'elle a été mise en place au moment du traité de Maastricht (entré en vigueur en 1993), d'un côté en réorientant (et en européanisant) les politiques budgétaires à la fois pour retrouver des marges d'action et pour mieux prévenir les risques de surendettement des États, de l'autre en coordonnant les politiques salariales des pays membres, notamment à travers des accords appropriés entre syndicats (Busch, 2010).

Pour les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, cela implique en particulier de s'entendre sur le fait que l'UE dans son ensemble aurait une croissance du PIB supérieure et une compétitivité-prix inchangée si, toutes choses égales par ailleurs, les salaires nominaux y progressaient en proportion des gains de productivité et non pas à un rythme moindre. Au fond, Berlin et Paris ont tout à gagner à convenir que, chez eux comme dans la plupart des grands pays de l'OCDE, tant un retour durable de la croissance qu'une réduction des déficits publics passent par une reprise de la demande intérieure<sup>2</sup>. Pour l'Allemagne, cela implique sinon de favoriser un redémarrage progressif des salaires, du moins de contrecarrer les tendances à la déformation du partage des revenus au détriment des salaires. Pour la France, où la demande intérieure est moins anémiée, la principale urgence consiste davantage à présenter une perspective pluriannuelle crédible de rétablissement des comptes publics. Sur ces questions cruciales, les leçons de la crise grecque pourraient permettre de surmonter les malentendus habituels et de favoriser un rapprochement franco-allemand plus nécessaire que jamais.

---

<sup>1</sup> À ce sujet, voir Jamet (2010).

<sup>2</sup> Cf. Artus (2010a), ainsi que l'article de M. Aglietta, « La longue crise de l'Europe », *Le Monde*, 18 mai 2010.

## Conclusion

Une vingtaine d'années après la fin de la division de l'Allemagne, l'économie de ce pays a su reprendre des positions fortes à l'international. Pour l'Allemagne, le choc historique de l'unification n'a donc qu'un temps détourné les entreprises des marchés étrangers. Ce faisant, cependant, il a entraîné un véritable boom de la demande intérieure en 1990-1992, un relatif dérapage des coûts de main d'œuvre jusqu'au milieu des années 1990 et un déficit de la balance des paiements courants jusqu'en l'an 2000. Face à la montée d'un important chômage structurel – avec un taux de chômage avoisinant 10 % sur l'ensemble des années 1995-2006 –, ce pays a dû s'astreindre à corriger ces déséquilibres économiques. Tant les pouvoirs publics que les partenaires sociaux ont en conséquence œuvré, des années durant, pour améliorer la compétitivité internationale des entreprises et l'attractivité du territoire, de façon que le *Made in Germany* redevienne favorable à la création de richesses et d'emplois. Cet effort a été coûteux, notamment en termes d'inégalités sociales, mais il n'a sans doute pas été vain et ne s'évanouira pas du jour au lendemain. La crise actuelle n'a ainsi entamé qu'en faible partie l'excédent de la balance allemande des paiements courants, qui est *grosso modo* revenu de 7,5 % du PIB en 2007 à 5 % en 2009 et qui devrait osciller entre 4 % et 5,5 % d'ici à 2015, selon les prévisions du FMI (tableau n° 5, *supra*).

Ces rappels remettent utilement en perspective le débat actuel sur les moteurs de la croissance économique allemande. Pour l'Allemagne, si l'Histoire rappelle que les périodes d'excédents extérieurs ont alterné avec des phases de déficit, l'analyse économique montre que les succès en matière d'échanges extérieurs reposent sur des bases très solides. Au fond, si le « modèle » allemand dans sa version actuelle peut sans doute être critiqué sur certains points, il apparaît bien plus robuste que ce qu'Artus (2008) a appelé les « faux modèles » : ceux de pays qui, comme le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande, ont misé ces dernières années principalement sur une demande intérieure artificiellement stimulée par l'endettement des ménages, la finance et le secteur de la construction (bâtiment-travaux publics). D'autres pays tels que la France se sont beaucoup moins orientés dans cette voie mais leurs structures de production – en particulier dans l'industrie – souffrent de difficultés persistantes, en grande partie pour des raisons qui ne tiennent en rien à l'Allemagne<sup>1</sup>.

Par rapport aux pays comparables, en tout cas, le « modèle » allemand fait preuve d'une plus grande capacité de résilience, face à la crise actuelle. Il est vrai que les performances de l'Allemagne au sein des échanges internationaux doivent en grande partie à un type de spécialisation particulier, relativement robuste. L'analyse montre en outre que la force globale des positions allemandes sur le plan commercial ne se limite pas à l'Europe et vaut en fait vis-à-vis de la plupart des grandes régions du monde, Chine mise à part. Il en découle que le régime allemand de croissance tirée par l'exportation ne saurait être réorienté radicalement à brève échéance, compte tenu notamment de la structure sectorielle et géographique des échanges extérieurs.

Toutefois, ce régime gagnerait sans doute à être reconsidéré et modifié car, à supposer même – hypothèse fort improbable – qu'un retour au *statu quo ante* soit dans l'ensemble possible malgré les effets de la crise, il menace d'exacerber certaines tendances récentes aux déséquilibres et risque en particulier de contribuer à déstabiliser l'Union monétaire européenne, *in fine* au détriment de l'Allemagne elle-même. En ce sens, et compte tenu de

---

<sup>1</sup> Cf. l'article de N. Baverez, « L'Allemagne, bouc émissaire du déclin français », *Le Point*, 1<sup>er</sup> avril 2010.

l'inertie des structures et des institutions, il ne s'agit pas pour l'Allemagne de changer de modèle économique mais de changer de régime, à l'intérieur du cadre existant. Cela revient à dire que *s'il convient autant que possible de maintenir le bon niveau de compétitivité internationale des entreprises allemandes et le degré satisfaisant d'attractivité des sites de production allemands* (le fameux *Standort Deutschland*), *il s'agit aussi de s'appuyer bien davantage que dans le passé sur la demande intérieure.*

Les marges de manœuvre sont sans doute étroites mais des éléments empiriques suggèrent qu'elles existent. Cet accent renforcé mis sur la demande intérieure concerne sans doute la consommation des ménages mais pas uniquement car il s'agit au moins autant de redresser un taux d'investissement (privé et public) qui était tombé à des niveaux historiquement bas, ces dernières années. Du point de vue allemand, la voie de la relance par l'investissement semble d'autant plus prometteuse qu'elle participe à la fois d'une politique de stabilisation par la demande et d'une politique d'offre, à plus long terme, pour renforcer les structures de production. En tout cas et sachant qu'évidemment, les excédents des uns reflètent en grande partie les déficits des autres, l'Allemagne elle-même n'a rien à gagner à ce que les pays de l'UE se mettent tous ensemble à restreindre brutalement leur demande intérieure, au nom du rétablissement des comptes publics<sup>1</sup>. Tel est sans doute l'un des enjeux majeurs du débat actuel sur le « gouvernement économique » de l'UE.

---

<sup>1</sup> « Les Allemands estiment, à tort, que la solution consisterait à ce que chaque membre de la zone ressemble à leur pays. Or l'Allemagne ne peut être l'Allemagne – avec sa discipline budgétaire, sa faible demande intérieure et son énorme excédent d'exportations – que parce que les autres ne le sont pas. Son modèle économique actuel viole le principe d'universalité du plus grand philosophe allemand, Emmanuel Kant. [...] L'Allemagne est prise à son propre piège. Elle voudrait que ses voisins lui ressemblent le plus possible. Or ils ne le peuvent pas, car la demande intérieure déficiente de l'Allemagne ne peut être universalisée. Comme aurait pu le dire un autre grand philosophe allemand, Hegel, la thèse allemande appelait une antithèse espagnole. Maintenant que la bulle du secteur privé a éclaté, la synthèse se traduit par un désastre budgétaire pour la zone euro. Paradoxalement, l'Allemagne doit devenir moins allemande si elle veut que la zone euro le devienne plus ! » (Martin Wolf, « Cauchemar à Berlin », *Le Monde*, 17 mars 2010, p. 28).



## Bibliographie

- Achleitner A.-K., Allmendinger, J. Grupp H., Harhoff D. Llerena P. et Luther J. (2009), « Langfristiges Wachstum durch Forschung und Innovation », *ifo Schnelldienst*, n° 10/2009, p. 16-22.
- Artus P. (2010a), « Il vaudrait mieux accroître les salaires qu'augmenter les dettes publiques », Natixis, *Flash-Économie*, n° 238, 12 mai.
- Artus P. (2010b), « Que va faire l'Allemagne de ses excédents d'épargne si la mobilité des capitaux devient faible à l'intérieur de la zone euro ? », Natixis, *Flash-Économie*, n° 91, 4 mars.
- Artus P. (2010c), « À quoi aurait ressemblé la zone euro sans les pays du Sud ? », Natixis, *Flash-Économie*, n° 68, 16 février.
- Artus P (2009), « La politique économique de l'Allemagne est-elle un problème pour les autres pays européens ? », Natixis, *Flash-Économie*, n° 538, 8 décembre.
- Artus P. (2008), « La fin des "faux modèles" », Natixis, *Flash-Économie*, n° 18, 17 janvier.
- Artus P. et Fontagné L. (2006), *Évolution récente du commerce extérieur français*, rapport du Conseil d'analyse économique, n° 64, Paris, La Documentation française.
- Auer J. (2009), *Wohlstand durch Handel*, Deutsche Bank Research, Aktuelle Themen 448, 25 juin.
- Bairoch P. (1997), *Victoires et déboires III - Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. Folio/Histoire.
- Belitz H. *et al.* (2010), « Wirtschaftsstrukturen, Produktivität und Außenhandel im internationalen Vergleich », *Studien zum deutschen Innovationssystem*, n° 5/2010, DIW, Berlin.
- Blot C. et Kooths S. (2009), « Forces et faiblesses des modèles économiques : débat franco-allemand sur la crise et ses conséquences », CERFA, *Visions franco-allemandes*, n° 15, décembre.
- Bonnevay F. *et al.* (2009), *Entre G2 et G20, l'Europe face à la crise financière*, document complémentaire à la note éponyme de l'Institut Montaigne, septembre.
- Boss A. *et al.* (2009), « Einstellungsgutscheine: Effektivität und Umsetzung », *Kiel Working Paper*, n° 1327, août.
- Bourgeois I. (2010), « Métallurgie : partenaires sociaux responsables », *Regards sur l'économie allemande*, n° 95, mars, p. 37-38.
- Brenke K. (2009a), « Reallöhne in Deutschland über mehrere Jahre rückläufig », *DIW-Wochenbericht*, vol. 76, n° 33, p. 550-560.
- Brenke K. (2009b), « Vrais et faux enjeux de la controverse sur les salaires minima légaux en RFA », *Regards sur l'économie allemande*, n° 94, décembre, p. 19-32.
- Broyer S. et Brunner C. (2010), « L'évolution récente des parts de marché intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité coûts », Natixis, *Flash-Économie*, n° 193, 27 avril.
- Busch K. (2010), *Europäische Wirtschaftsregierung und Koordinierung der Lohnpolitik: Krise der Eurozone verlangt Strukturreformen*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Internationale Politikanalyse, mars.

Commission européenne (2010), *The impact of the crisis on competitiveness and current account divergences in the euro area Special*, DG EcFin, Quarterly Report on the Euro Area, vol. 9, n° 1 (n° spécial), mars.

Danninger S. et Joutz F. (2007), « What Explains Germany's Rebounding Export Market Share? », *IMF Working Paper*, n° 24/2007, février.

Dauderstädt M. et Hillebrand E. (2009), *Exporteuropameister Deutschland und die Krise*, Friedrich-Ebert-Stiftung, WISO direkt, avril.

Deutsche Bundesbank (2010), « Die deutsche Zahlungsbilanz für das Jahr 2009 », *Monatsbericht*, mars, p. 17-32.

Deutsche Bundesbank (2009), *Bestandserhebung über Direktinvestitionen*, Statistische Sonderveröffentlichung 10, avril.

Deutsche Bundesbank (2007), « Internationales und europäisches Umfeld », *Monatsbericht*, août 2007, p. 12-23.

DIW econ GmbH (2009), « “Richtig investieren“ – Öffentliche Investitionen zur Erhöhung des langfristigen Wachstumspotentials in Deutschland », étude à la demande de l'Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft (INSM), mars.

Dreger C. (2009), « Soll Deutschland mehr auf den Konsum setzen? », *DIW-Wochenbericht*, vol. 76, n° 24, 10 juin, p. 400.

Duval G. (2009), « L'Allemagne, victime du tout export », *Alternatives économiques*, n° 283, septembre, p. 32-35.

Erkel-Rousse H et Garnero M. (2008), « Externalisation à l'étranger et performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne », in L. Fontagné et G. Gaulier, *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, rapport du Conseil d'analyse économique, n° 81, Paris, La Documentation française, p. 103-131.

FMI (2010), *Germany: 2010 Article IV Consultation-Staff Report*, Washington D.C., 30 mars.

FMI (2007), *World Economic Outlook – Spillovers and Cycles in the Global Economy*, Washington D.C., avril.

Fontagné L. et Gaulier G. (2008), *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, rapport du Conseil d'analyse économique, n° 81, Paris, La Documentation française.

Fontagné L. et Toubal F. (2010), *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, rapport du Conseil d'analyse économique, n° 89, Paris, La Documentation française.

Godart O., Görg H. et Görlich D. (2009), « Back to normal? The future of global production networks after the crisis », Institut für Weltwirtschaft Kiel, *Kiel Policy Brief*, n° 9, septembre.

Horn G., Joebges H. et Zwiener R. (2010), « Einseitige Exportorientierung belastet Wachstum - Frankreich besser als Deutschland », *IMK Policy Brief*, mars.

Horn G, Sturn S. et Treeck T. (2010), « Die Debatte um die deutsche Exportorientierung », *Wirtschaftsdienst*, vol. 90, n° 1, janvier, p. 22-28.

Horn G. et Stephan S. (2005), *Deutschland – ein Welthandelsgewinner*, IMK Report n° 4, novembre.

Jamet J.-F. (2010), « Un gouvernement économique européen : du slogan à la réalité ? », Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, n° 167-168, 26 avril.

Joebges H., Schmalzbauer A. et Zwiener R. (2009), *Der Preis für den Exportweltmeister. Deutschland: Reallohnrückgang und geringes Wirtschaftswachstum*, IMK Studies, n° 4, août.

Lallement R. (2009), *Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation : vers une remise en cause durable ?*, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Paris, novembre.

Lallement R. (2006), « Investissement direct, compétitivité et attractivité », *Regards sur l'économie allemande*, n° 76, mai 2006, p. 5-12, repris dans *Problèmes économiques*, n° 2 921, 11 avril 2007, p. 18-24.

Langhammer R. (2009), « Was ist falsch an der deutschen Exportausrichtung? », *IfW-Focus*, n° 64, 12 octobre.

Le Cacheux J. et Laurent E. (2007), « The Irish Tiger and the German Frog: A Tale of Size and Growth in the Euro Area », *Documents de travail de l'OFCE*, n° 2007-31, octobre.

Ludwig U. et Brautzsch H.-U. (2008), *Globalisierung und Beschäftigung – eine Untersuchung mit der Input-Output-Methode*, rapport de l'Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH), IMK Studies, n° 1/2008.

Madariaga N. (2009), « Spécialisations à l'exportation de la France et de l'Allemagne : similitude ou divergence ? », *Lettre Trésor-Éco*, n° 68, décembre.

Mathis J., Mazier J. et Rivaud-Danset D. (1988), *La compétitivité industrielle*, IRES (coll. Sciences économiques), Dunod, Paris.

McKinsey Germany (2010), *Welcome to the volatile world – Challenges for the German economy emerging from fundamental market changes*, Francfort/M., mai.

OCDE (2010), *OECD Economic Surveys – Germany*, vol. 2010/9, Paris, mars.

OCDE (2009a), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 86, novembre.

OCDE (2009b), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 85, juin.

OCDE (2008), *Croissance et inégalités – Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Paris.

Organisation mondiale du commerce (2009), *Statistiques du commerce international 2009*, Genève.

PRO INNO Europe (2010), *European Innovation Scoreboard 2009 – Comparative analysis of innovation performance*, mars.

Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose (2010), *Erholung setzt sich fort – Risiken bleiben groß – Gemeinschaftsdiagnose Frühjahr 2010*, rapport commun commandité par le ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie, Essen, 15 avril.

Rhein, T. (2009), „Working poor“ in Deutschland und den USA - Arbeit und Armut im transatlantischen Vergleich, IAB Kurzbericht, 1/2009.

Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung (2009a), *Die Zukunft nicht aufs Spiel setzen*, rapport annuel 2009/10 du Conseil des experts économiques, Wiesbaden, novembre.

SVR (2009b), *Deutschland im internationalen Konjunkturusammenhang*, rapport spécial du Conseil des experts économiques, à la demande du Gouvernement fédéral, Wiesbaden, novembre.

SVR (2008), *Die Finanzkrise meistern – Wachstumskräfte stärken*, rapport annuel 2008/09 du Conseil des experts économiques, Wiesbaden, novembre.

SVR (1965), *Stabilisierung ohne Stagnation*, rapport annuel 1965/66 du Conseil des experts économiques, Wiesbaden, décembre.

Schröder C. (2009), « Produktivität und Lohnstückkosten der Industrie im internationalen Vergleich », *Trends*, n° 4/2009, Institut der deutschen Wirtschaft, Cologne.

Sinn H.-W. (2005), *Die Bazar-Ökonomie – Deutschland: Exportweltmeister oder Schlusslicht?*, Ullstein, Berlin.

Statistisches Bundesamt (2009), *Statistisches Jahrbuch 2009*, Wiesbaden.

Uterwedde H. (2009), « L’avenir du capitalisme allemand », in Stark H. et Weinachter M. [dir.], *La République fédérale d’Allemagne vingt ans après la chute du Mur*, Septentrion, p. 35-50.

Vaughan-Whitehead D. [dir.] (2010), *The minimum wage revisited in the enlarged EU*, International Labour Organization/Edward Elgar, Genève.

Werner W. (2009), « Desindustrialisierung – Neue Chancen », *Wirtschaftsdienst*, mai, p. 285.

Zeddies G. (2009), « Exportweltmeister trotz Euro-Höhenflug: Zum Einfluss der Wechselkurse auf die deutschen Ausfuhren », *Wirtschaft im Wandel*, 6/2009, p. 247-255.